



PRINTEMPS / ÉTÉ 2018

Le Canada en 2067: la trajectoire d'un pays



RANDY BOSWELL
ANIL ARORA
IRVIN STUDIN

WILLIAM WATSON
JACK JEDWAB
MONICA BOYD

CHRISTIAN BOURQUE
JOHN MILLOY
DON KERR

TABLE DES MATIÈRES

- 3 INTRODUCTION
**IMAGINER COURAGEUSEMENT CE À QUOI LE CANADA POURRAIT RESSEMBLER
DANS 50 ANS**
Randy Boswell
- 7 **HOMMAGE À UNE FIGURE IMPOSANTE DE LA DÉMOGRAPHIE CANADIENNE :
RÉJEAN LACHAPELLE (1945-2018)**
- 9 **« DES PRESSIONS ET DES OPPORTUNITÉS IMPOSSIBLES À IGNORER » :
STATISTIQUE CANADA, REGARD SUR L'AVENIR**
Conversation avec Anil Arora
- 15 **IMAGINER UN CANADA PLUS PEUPLÉ ET PLUS IMPOSANT ADVENANT SA SURVIE**
Conversation avec Irvin Studin
- 19 **CANADA 2068 : INCONNUS INCONNUS, AU CARRÉ ET AU CUBE**
William Watson
- 23 **LE CANADA EN 2067 : DES DIFFÉRENCES GÉNÉRATIONNELLES, RÉGIONALES ET
LINGUISTIQUES APPARAISSENT LORSQUE L'ON DÉTERMINE LES ENJEUX DU FUTUR**
Jack Jedwab
- 34 **LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION ET LES CHANGEMENTS GÉNÉRATIONNELS :
LE CANADA EN 2067**
Monica Boyd
- 40 **LES ATTENTES DES CANADIENS À L'ÉGARD DE 2067**
Christian Bourque
- 44 **NOUS SOMMES EN 2067 ET LE MINISTRE CANADIEN DE LA SOLITUDE FAIT
DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES**
John Milloy
- 48 **CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DU CANADA
ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : UN AVENIR À RISQUE ?**
Don Kerr

THÈMES CANADIENS EST PUBLIÉ PAR



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES CANADIENNES
Élu le 3 novembre 2017

CELINE COOPER

Président du Conseil d'administration, Candidate au doctorat,
OISE/Université de Toronto, Montréal, Québec

L'HONORABLE HERBERT MARX

Cour supérieure du Québec (à la retraite), Montréal, Québec

YOLANDE COHEN

Professeure, Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec

JOANNA ANNEKE RUMMENS

Professor, Université de York, Toronto, Ontario

LLOYD WONG

Professeur, Université de Calgary, Calgary, Alberta

L'HONORABLE MARLENE JENNINGS

P.C., LLb., Lawyer/Avocate, Montréal, Québec

DR AYMAN AL- YASSINI

Montréal, Québec

MADELINE ZINIAK

Consultante, Présidente de l'Association des médias ethniques
canadiens, Toronto, Ontario

CHEDLY BELKHODJA

Professeure, Université Concordia, Montréal, Québec

HOWARD RAMOS

Professeur, Université Dalhousie, Halifax, Nouvelle-Écosse

JEAN TEILLET

Associé principal à Pape Salter Teillet LLP, Vancouver,
Columbia Britannique

DR JULIE PERRONE

Vaudreuil, Québec

Thèmes canadiens est une publication trimestrielle de l'Association d'études canadiennes (AEC). Elle est distribuée gratuitement aux membres de l'AEC. CITC est une publication bilingue. Tous les textes émanant de l'AEC sont publiés en français et en anglais. Tous les autres textes sont publiés dans la langue d'origine. Les collaborateurs et collaboratrices de Thèmes canadiens sont entièrement responsables des idées et opinions exprimées dans leurs articles. L'Association d'études canadiennes est un organisme pancanadien à but non lucratif dont l'objet est de promouvoir l'enseignement, la recherche et les publications sur le Canada.

Thèmes canadiens bénéficie de l'appui financier du Gouvernement du Canada par le biais du Fonds pour l'histoire du Canada du ministère du Patrimoine canadien pour ce projet.

COURRIER

Des commentaires sur ce numéro ?

Écrivez-nous à Diversité canadienne :

Diversité canadienne / AEC
1822A, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec H3H 1E4

Ou par courriel au <james.ondrick@acs-aec.ca>

Vos lettres peuvent être modifiées pour des raisons éditoriales.

 @CANADIANSTUDIES



JACK JEDWAB

Président et chef de la direction

JAMES ONDRICK

Directeur des programmes et administration

SARAH KOOI

Chargée de projets principale

VICTORIA CHWALEK

Traductrice

CAMILAHGO. STUDIO CRÉATIF

Design et mise en page

INTRODUCTION

IMAGINER COURAGEUSEMENT CE À QUOI LE CANADA POURRAIT RESSEMBLER DANS 50 ANS

RANDY BOSWELL

Randy Boswell est professeur agrégé à l'École de journalisme et de communication de l'Université Carleton. Journaliste à Ottawa depuis bon nombre d'années, il a développé une expertise historique unique en écrivant pour *Postmedia News* de 2003 à 2013. Il a écrit une série d'articles pour le *Ottawa Citizen* en 2017 à l'occasion du 150^e anniversaire du Canada. Il a récemment publié des études sur l'histoire environnementale canadienne dans *Histoire sociale/Social History* et sur l'histoire archéologique dans la *Revue canadienne d'archéologie*.

Je suis né en novembre 1966. Comme j'étais bébé lorsque le Canada a célébré son centenaire et accueilli Expo 67, mes souvenirs de cette époque sont rares, et le seul attachement émotionnel fort que je ressentais à ce moment était alors pour ma mère. Au moment de la célébration du 150^e anniversaire de la Confédération l'année dernière, j'avais à ce point passé des décennies à vivre, à écrire et à contempler ce pays — son présent et son passé — et à conclure fermement que, malgré tous ses défauts, il n'existait pas de meilleure nation sur Terre. L'attachement au Canada? Absolument.

Et si je suis encore vivant lors du bicentenaire du Canada en 2067, je ressentirai encore cet attachement. D'une part, le fameux système de santé publique du Canada (même avec tous ses défauts) m'aura maintenu en vie assez longtemps pour

rejoindre l'un des groupes démographiques les plus dynamiques du pays: les centenaires.

Mais quel genre de pays ce Canadien de 100 ans célébrera-t-il le 1^{er} juillet 2067? Selon une projection démographique récente de Statistique Canada, je ferais partie d'une catégorie d'âge comptant environ 80 000 personnes, mais seulement 15 000 hommes. Ainsi, les membres de mon équipe de hockey amicale, le « Century Club », seront parmi les plus âgés dans un pays comptant 40 ou 65 millions de personnes, selon que le Canada suit la trajectoire de croissance faible ou forte de Statistique Canada.

Cela suppose que le hockey existe encore en 2067. Cela suppose également que le Canada existera toujours d'ici là. Continuez votre lecture, et l'un de nos contributeurs vous dira que, selon l'espérance de vie

moyenne des États-nations modernes, le Canada tel que nous le connaissons aujourd'hui pourrait bien compter ses jours d'ici le milieu du XXI^e siècle.

Pourtant, lorsqu'il s'agit de prédire la forme que prendra une nation aussi loin dans le futur, même la plus grande marge d'erreur peut s'avérer être trop étroite. Le bicentenaire du Canada est loin dans le futur. Mais gardons au moins espoir que la masse terrestre connue aujourd'hui sous le nom de Canada continuera d'occuper une bonne partie d'une planète habitable, en orbite autour d'un soleil qui n'est pas encore devenu une supernova.

C'est dans cet esprit que nous avons demandé aux contributeurs de cette édition de *Canadian Issues/Thèmes Canadiens* d'imaginer avec courage ce que le Canada pourrait être dans 50 ans, ou du moins dans quelle direction pourrait évoluer le pays compte tenu des tendances et des forces en présence aujourd'hui et au cours des dernières décennies. Plus précisément, nous avons présenté la tâche de cette façon :

Quel sera le plus grand défi — ou les défis — du Canada en 2067? Notre nation vient de célébrer le 150^e anniversaire de la Confédération. Cette occasion a suscité beaucoup de réflexion sur notre histoire collective et sur la façon dont les réalisations et les échecs du passé ont façonné la société canadienne contemporaine. Notre plus récent numéro de *CI/TC* a exploré la transformation du Canada — pour les femmes, les immigrants, les peuples autochtones, la culture, la langue, les droits de la personne, l'unité nationale et bien plus encore — entre le 100^e et le 150^e anniversaire de la Confédération. Nous souhaitons continuer dans cette

lancée en invitant les contributeurs à partager leurs réflexions sur le bicentenaire du Canada : où en serons-nous dans notre histoire ?

Pour stimuler la réflexion, nous avons partagé les résultats d'un récent sondage national mené pour le compte de l'Association d'études canadiennes, dans le cadre duquel nous avons demandé à plus de 1 500 répondants d'identifier les principaux défis du Canada dans 50 ans.

Les résultats de ce sondage sont explorés en détail dans la contribution du président de l'AEC, Jack Jedwab. En résumé, les préoccupations relatives au vieillissement et à la santé, ainsi que les défis économiques tels que l'emploi et l'accèsion à la propriété, dépassent largement toutes les autres questions — l'environnement, la sécurité nationale et l'identité culturelle — en termes des difficultés anticipées. Il est sans doute peu surprenant que les préoccupations qu'on assume seront les plus importantes correspondent de près aux sources d'anxiété les plus pressantes aujourd'hui. Comme le note Jedwab, «l'inclination naturelle» des répondants est «de transposer les préoccupations actuelles vers l'avenir».

Christian Bourque s'attarde également sur les résultats du sondage portant sur les préoccupations et les prédictions des Canadiens au sujet de l'avenir. Parmi les résultats intrigants, Bourque souligne que les trois quarts des répondants indiquent que les citoyens canadiens seront plus soucieux de l'environnement lorsque le Canada atteindra l'âge de 200 ans, alors que seulement 57% d'entre eux envisagent une nation dans laquelle les gens seront plus consciencieux de l'égalité entre les sexes. Il note d'ailleurs que plus d'un quart des personnes interrogées s'attendent à une importance diminuée

de l'égalité des sexes en 2067.

Dre Monica Boyd, éminente sociologue et démographe de l'Université de Toronto, souligne deux des changements les plus importants que nous pouvons nous attendre à voir dans la structure de la population canadienne au cours des 50 prochaines années : une transition globale vers un pays de personnes âgées alors que la proportion de Canadiens âgés de 65 ans et plus passera de 17% à plus de 25% d'ici 2067 ; et la place prépondérante qu'occupe aujourd'hui la génération des milléniaux dans ce Canada futur, car cette « cohorte unique » — les enfants de l'ère numérique — redéfinira la vieillesse dans la société canadienne.

Le sociologue de Western University, Don Kerr, spécialiste des changements démographiques au Canada, situe la croissance démographique prévue d'ici 2067 dans une perspective mondiale, soulignant que les quelques dizaines de millions de personnes susceptibles de s'ajouter à la population canadienne au cours des 50 prochaines années seront « submergées » par ce qui se passe dans les pays beaucoup plus peuplés ailleurs dans le monde, où même les projections les plus basses prédisent une augmentation d'au moins un milliard de citoyens de la planète Terre d'ici 2067. En ce qui concerne le changement climatique et d'autres implications environnementales, Kerr affirme que quelles que soient les stratégies de transition énergétique et les pressions démographiques du Canada, « ce qui se passe ailleurs aura des conséquences majeures pour les Canadiens à l'approche de l'année du bicentenaire ».

L'ancien ministre du Cabinet de l'Ontario, John Milloy, directeur du Centre d'éthique publique

du Waterloo Lutheran Seminary, se préoccupe au sujet de l'épidémie de solitude qui se développera au Canada. Milloy, qui a été ministre provincial des collèges et universités ainsi que des services communautaires et sociaux (entre autres) pendant son mandat de député libéral entre 2003 et 2014, soutient que les symptômes contemporains d'isolement social et d'aliénation — que ce soient les bulles formées par l'utilisation des téléphones intelligents, ou les luttes existentielles des églises et autres sites traditionnels de cohésion sociale et de communauté — peuvent être des signes avant-coureurs de problèmes encore plus inquiétants dans un contexte de population canadienne vieillissante. Pour lutter contre la solitude croissante, affirme M. Milloy, qui a aussi été conseiller principal du premier ministre Jean Chrétien, « le gouvernement devra travailler avec des groupes qui créent des liens entre les gens et des interdépendances, comme des groupes de bénévoles, des entreprises et des communautés confessionnelles qui travaillent à créer un sentiment d'appartenance. »

L'économiste William Watson, chroniqueur réputé et professeur de longue date à l'Université McGill, affirme que, même si le Canada de 2067 est essentiellement inconnaissable et que la prédiction est folie, il soupçonne que « mes enfants et les leurs s'inquiéteront des mêmes trois problèmes qui préoccupent le pays depuis ses débuts : les relations du Canada avec les États-Unis, l'état des relations entre les populations francophones et anglophones du pays et la quête incessante de tous les Canadiens à gagner leur vie avec dignité. » « Je suis raisonnablement certain que les questions matérielles concerneront toujours nos propres petits-enfants, et je n'y crois pas seulement parce que je suis économiste, » conclut Watson, tout en ajoutant que,

au-delà de ces certitudes, « ce qu'on voit à perte de vue, ce sont des inconnus inconnus. »

Cette édition de *Canadian Issues/Thèmes Canadiens* propose deux articles sous forme de questions et réponses découlant d'entrevues avec deux grands penseurs au sujet du présent et de l'avenir du pays. Irvin Studin, président du Institute for 21st Century Questions basé à Toronto et grand penseur politique international, discute de la question controversée de ce que constituerait la population idéale du Canada lors du bicentenaire du pays en 2067. Studin a suscité un débat national au sujet de la population canadienne en préconisant que le Canada devrait viser une population de 100 millions de personnes afin de mieux maîtriser sa vaste géographie et d'affirmer plus vigoureusement son influence sur la scène mondiale. « Un grand nombre d'initiatives économiques et sociales peuvent être accomplies si notre population est plus nombreuse, » affirme Studin, soulignant également que la durée de vie moyenne d'un état moderne est d'environ 60 ans, ce qui fait des 150 ans du Canada un pays à la durée de vie exceptionnelle. « Certes, il n'en demeure pas moins que nous aurons beaucoup de défis à relever, mais j'espère que d'ici 2067, nous serons sur la bonne voie et que la question de savoir si nous avons besoin d'une population plus nombreuse ne se posera plus. »

Enfin, le statisticien en chef du Canada, Anil Arora, dont l'institution compile et analyse les informations contemporaines sur la population, l'économie et la société qui nous permettent d'entrevoir un tant soit peu l'avenir du Canada, explique comment Statistique Canada modernise ses opérations afin de préparer la nation à un avenir axé sur les données. Alors que Statistique Canada célèbre son

100^e anniversaire en 2018 en tant qu'héritier du Bureau fédéral de la statistique, l'agence fédérale (armée d'un nouveau mandat visant à assurer son indépendance) est en train de se transformer pour maintenir sa réputation mondiale à l'ère des préoccupations concernant la collecte de données et de son application de manière responsable. « Pour une institution statistique », déclare Arora, « ce sont des pressions et des opportunités qu'il est impossible d'ignorer. Nos efforts de modernisation visent à réagir à ces pressions, qui sont très réelles, mais pas uniques au Canada. »

HOMMAGE À UNE FIGURE IMPOSANTE DE LA DÉMOGRAPHIE CANADIENNE : RÉJEAN LACHAPELLE (1945-2018)

Le décès de Réjean Lachapelle, survenu le 28 avril 2018, a été un choc pour la communauté des démographes canadiens ainsi que pour tous ses collègues et amis de Statistique Canada. Il était âgé de 73 ans.

Durant sa carrière de démographe, Réjean Lachapelle a considérablement contribué à la mesure, à la compréhension et à la projection des caractéristiques de la population canadienne. Spécialiste de la démoulinguistique, il a notamment été à l'origine de l'introduction de plusieurs concepts toujours utilisés aujourd'hui dans le domaine de l'étude des comportements et des dynamiques linguistiques au Canada. De par ses vastes connaissances et sa grande réputation dans ce domaine, Réjean a eu une influence considérable sur la politique et le débat public sur la langue au Canada. De plus, il a considérablement contribué aux programmes du recensement et des estimations démographiques de Statistique Canada, incluant les études de couverture.

Né à Montréal en 1945, Réjean Lachapelle a étudié l'anthropologie et la démographie à l'Université de Montréal. Son mémoire de maîtrise, déposé en 1971, s'intitulait *Étude démographique de la nuptialité canadienne*. Il a poursuivi ensuite des études en génétique des populations et en épidémiologie à Paris, côtoyant notamment Albert Jacquard.

De retour au Canada, il a travaillé comme professeur adjoint à la Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke, avant d'occuper diverses fonctions de chercheur et d'analyste au sein du gouvernement du Québec, notamment auprès du Ministère de l'immigration et des communautés culturelles. Il s'est joint à Statistique Canada en 1984, acceptant ainsi une proposition du Statisticien en chef Ivan P. Fellegi, où il connaîtra une carrière fructueuse en tant que directeur de la Division de la démoulinguistique, puis en tant que directeur de la Division de la démographie.

HOMMAGE À UNE FIGURE IMPOSANTE DE LA DÉMOGRAPHIE CANADIENNE : RÉJEAN LACHAPELLE (1945-2018)

Réjean Lachapelle a également occupé plusieurs postes au sein de la communauté des démographes canadiens. Il a servi à titre de président de l'Association des démographes du Québec de 1976 à 1977, a également été président de la Fédération canadienne de démographie de 1990 à 1993. Il a également été l'une des pierres angulaires de l'Organisation du Congrès mondial de la population de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population qui s'est déroulé à Montréal en 1993. À la retraite, il siégeait sur le comité scientifique de Demosim, le modèle de projection par microsimulation de Statistique Canada, sur le Comité consultatif de la statistique et des études démographiques ainsi que sur le tout récent Comité consultatif de la statistique linguistique de Statistique Canada.

Véritable force de la nature (il s'était notamment remis de deux cancers au cours des 20 dernières années), son érudition et l'étendue de ses connaissances tant en démographie que dans de nombreux domaines scientifiques ainsi que sur de nombreux enjeux sociétaux impressionnaient et faisaient de lui un modèle. Toujours souriant, doté d'un sens peu commun de la diplomatie et d'une grande gentillesse, Réjean Lachapelle faisait également preuve d'un remarquable sens de l'humour qui rendait tout contact avec lui si enrichissant et agréable. Sa présence manque déjà beaucoup à ses nombreux collègues et amis.

Laurent Martel, Directeur, Division de la démographie, Statistique Canada

Jean-Pierre Corbeil, Directeur-adjoint, Division de la statistique sociale et autochtone, Statistique Canada

« DES PRESSIONS ET DES OPPORTUNITÉS IMPOSSIBLES À IGNORER » : STATISTIQUE CANADA, REGARD SUR L'AVENIR

CONVERSATION AVEC ANIL ARORA

Anil Arora est le statisticien en chef du Canada et premier dirigeant de Statistique Canada, organisme fédéral clé qui examine les caractéristiques sociales et économiques du pays et l'institution de premier plan pour contempler l'avenir du Canada. Au cours des dernières années, les deux statisticiens en chef de M. Arora, Munir Sheikh et Wayne Smith, ont démissionné en raison de la décision du gouvernement conservateur de supprimer le formulaire long du recensement et de la stratégie de centralisation des technologies de l'information de Services partagés Canada. M. Arora a assumé le leadership de Statistique Canada en septembre 2016 après avoir occupé des postes de haute direction à Ressources naturelles Canada et à Santé Canada entre 2010 et 2016. Entre 1988 et 2010, Arora a occupé divers postes au sein de Statistique Canada, notamment en tant que directeur général responsable de tous les aspects du recensement de 2006 et statisticien en chef adjoint des statistiques sociales, de la santé et du travail de 2008 à 2010. En 2018, Statistique Canada célèbre le 100^e anniversaire de sa naissance, c'est-à-dire la création en mai 1918 du Bureau fédéral de la statistique. M. Arora s'est entretenu à la mi-mai avec *Canadian Issues/Thèmes Canadiens*.

Q : Parlez-nous de ce qui est prévu pour souligner le 100^e anniversaire de Statistique Canada cette année.

A : Nous avons lancé les célébrations il y a quelques semaines avec la gouverneure générale (Julie Payette), qui s'est adressée à toute l'institution... Nous soulignons l'importance de l'institution tant au niveau national qu'international en mettant en évidence ses réalisations, ses innovations, son histoire, et ses leaders. Chaque mois, nous essayons

ainsi de faire en sorte que les gens soient fiers de Statistique Canada en tant qu'institution démocratique importante et leader mondial.

Nous nous modernisons, c'est pourquoi l'institution peut se targuer d'être leader mondial; nous savons toujours d'où elle vient, où elle en est actuellement et, en comprenant les changements démographiques, technologiques et autres, où elle doit être. Cette année, nous ne célébrons pas seulement nos origines. C'est un tournant pour nous pour plusieurs

raisons. Nous avons une loi modifiée et renforcée (le projet de loi C-36) et nous lançons un programme de modernisation assez important.

Q: Pourriez-vous élaborer sur le changement de mandat et le plan de modernisation ?

A: Le projet de loi C-36 a reçu la sanction royale le 14 décembre 2017... Le premier grand changement est que selon la loi, il y a maintenant une différence entre le rôle du statisticien en chef et le rôle du gouvernement ou du ministre par l'intermédiaire duquel Statistique Canada rend compte au Parlement. Essentiellement, la loi sépare le quoi du comment. C'est une institution dont la survie dépend de sa pertinence face aux besoins changeants de cette nation — son économie, sa société, son environnement, peu importe. Il est donc tout à fait raisonnable que le gouvernement veille à ce que l'institution soit à la table, participe aux discussions sur les politiques, et participe même à la définition de la portée et du plan pour l'avenir. Et puis, il y a le comment. La façon dont nous fournissons des données de qualité, pertinentes et récentes, et la façon dont nous communiquons aux Canadiens les activités de cette institution selon les normes statistiques professionnelles, est maintenant — selon la loi — du ressort du statisticien en chef.

Q: Si la loi actuelle — la nouvelle loi — avait été en place lorsque la controverse a éclaté au sujet de l'élimination par le gouvernement conservateur du formulaire long du recensement de 2011, le tout se serait-il déroulé différemment ?

A: Oui, je crois qu'il aurait été très facile de savoir qui a pris la décision et pourquoi, et la reddition de comptes aurait essentiellement eu lieu là où elle

le devait. Par convention, nous avons fonctionné comme une institution indépendante. Maintenant, même s'il existe des exceptions, ce sera beaucoup plus clair... Un conseil consultatif canadien en matière de statistiques a également été établi, assorti d'une obligation en termes des conseils qu'il prodigue au statisticien en chef ou au ministre, et il publie un rapport annuel. C'est un autre intervenant dans le processus de surveillance et de transparence. L'autre changement à noter est le mandat du statisticien en chef et ses conditions: la nomination n'est plus « à la discrétion » du gouvernement, mais pour une période renouvelable de cinq ans.

Q: Parlez-nous du programme de modernisation.

A: Nous sommes une institution qui à l'origine était chargée de mener des enquêtes. On peut remonter à 1666, lorsque Jean Talon, l'intendant de la justice, de la police et des finances de la Nouvelle-France, a fait le premier recensement ici au Canada, autour de Montréal. Nous avons entrepris des centaines de sondages. Nous avons ensuite commencé à utiliser des sources de données administratives pour compléter et, dans certains cas, remplacer les sondages lorsque c'était pertinent de le faire. (Note de l'éditeur: par exemple, les données sur le revenu ne sont pas collectées via une enquête de recensement mais via des dossiers fiscaux).

Aujourd'hui, vos sources de données se retrouvent dans votre Fitbit, votre réfrigérateur, votre thermostat et autres. Ajoutons à cela l'exploitation d'une grande masse de données réglementaires / administratives. Les gens fournissent tellement d'informations sur le Web. Cette explosion de données nous vient de toutes sortes de sources différentes. Et juxtaposé à tout cela est le besoin d'une meilleure compré-

hension des interactions complexes entre les phénomènes sociaux. Par exemple, quelles sont les implications du logement sur la santé? Ou des conditions de surpeuplement dans un ménage sur les résultats scolaires d'un enfant et même son espérance de vie? Du jour au lendemain, les types de questions qui nous sont posées deviennent de plus en plus sophistiqués et précis. Et si nous disposons de ressources limitées, nous devons déterminer où les allouer afin d'obtenir les meilleurs résultats. Je ne sais pas si vous avez des enfants, mais les miens ne vont pas s'asseoir et répondre aux questions de votre sondage pendant 30 minutes. Aucune chance. Si ça ne convient pas à l'écran de votre iPhone et n'est pas encadré dans quelque chose d'amusant, ils ne le feront tout simplement pas. Ainsi, un certain nombre de changements se produisent actuellement.

Et cela ne diminue en rien les grandes préoccupations des gens en matière de protection de la vie privée et de la confidentialité. Ils veulent tout. On veut seulement être dérangé (pour donner des informations) que lorsque c'est absolument nécessaire et avec le moins d'implication possible. On nous demande de récolter l'information que nous avons déjà, tout en protégeant la vie privée et la confidentialité. Il y a une véritable explosion de données et un besoin sophistiqué pour des informations récentes, presque en temps réel. Les gens nous demandent : « Pourquoi me donnez-vous des statistiques d'il y a un mois, ou d'il y a un an ou même, Dieu du ciel, d'il y a trois ans? Je veux savoir ce qui se passe aujourd'hui. » Dans la même veine, si un gouvernement met en place une politique, il veut connaître les implications de cette politique dès le lendemain de sa mise en œuvre, afin de pouvoir l'adapter et la modifier.

Pour une institution statistique, ce sont des pressions et des opportunités qu'il est impossible d'ignorer. Nos efforts de modernisation visent à réagir à ces pressions, qui sont très réelles quoique certainement pas uniques au Canada. (Note de l'éditeur : Arora dirige un groupe de travail sur la modernisation des statistiques officielles pour la Conférence des statisticiens européens de 60 pays sous les auspices des Nations Unies)

Au Canada, j'ai lancé une approche de modernisation à cinq piliers. Nous devons être beaucoup plus centrés sur l'utilisateur. En tant qu'organisme national de statistique, nous avons le mandat de coordonner, d'intégrer, de dédoublonner et d'examiner les données existantes dans le système. Nous avons l'obligation légale de protéger la vie privée et la confidentialité des Canadiens. Nous devons utiliser les nouvelles méthodes et technologies qui existent aujourd'hui. L'externalisation est un moyen tout à fait acceptable et raisonnable d'obtenir des informations en temps réel. Il est tout à fait raisonnable d'analyser le Web pour mieux comprendre les prix et leur évolution au fil du temps, en utilisant des données scannées plutôt que d'envoyer des gens dans des points de vente pour tenter de déterminer l'indice des prix à la consommation. Je pourrais continuer encore et encore... voici un autre exemple : la récolte des montagnes et des montagnes de données réglementaires et administratives qui ont été produites.

Nous ne sommes pas les seuls dans notre carré de sable, nous le savons. Nous allons devoir partager et collaborer avec ceux qui produisent et diffusent des données et des informations. Nous devons renforcer les compétences en numératie et en littératie qui seront nécessaires dans le contexte actuel d'une société et d'une économie axées sur les données.

Nous devons nous assurer de la production et de l'utilisation responsables et informées de données de qualité, et savoir où se situent les limites et les biais des diverses sources de données ainsi que les écarts de qualité... C'est très important lorsque nous abordons l'intelligence artificielle, les algorithmes d'apprentissage automatique, et autres.

Le dernier pilier, et sans doute le plus important pour nous, est celui d'une main-d'œuvre moderne dans un milieu de travail moderne. Nous ne pouvons pas avoir le type de technologie et de flexibilité dont nous avons besoin si nous ne sommes pas en mesure de faire sortir les gens de leurs bureaux et de les encourager à parler à leurs collègues. Comme je l'ai mentionné un peu plus tôt, le logement est lié à la santé, qui est liée au revenu, qui est lié à tant d'autres facteurs. Si nos gens ne peuvent pas interagir avec d'autres, se déplacer et avoir accès aux données tout en assurant leur confidentialité, alors nous ne pourrions pas attirer l'expertise et le talent ici. Nous allons même plus loin. Nous travaillons avec les institutions d'enseignement collégial et universitaire, afin de nous assurer que la maîtrise des données, les compétences en numérisation et la bonne gestion des données font partie des programmes d'études. Et nous croyons qu'il faudra même se rendre aux niveaux élémentaires, afin que les diplômés de l'école secondaire disposent de ces compétences de base qui seront essentielles à l'avenir.

Q : Comment Statistique Canada peut-elle devenir une organisation encore plus axée sur les données tout en s'assurant de ne pas détenir trop de données sur chacun d'entre nous ?

A : C'est ce que nous faisons depuis 100 ans. Lorsqu'il s'agit de prendre deux éléments de données

collectés à travers différentes sources, déterminer comment les rassembler, les anonymiser, les relier et ensuite les communiquer, nous sommes les meilleurs au monde. C'est ce que nous faisons jour après jour. Nous sommes les meilleurs au monde avec ce genre de méthodes. Le commissaire à la protection de la vie privée a d'ailleurs affirmé que nos méthodes représentaient la norme d'excellence.

Q : Si des renseignements sur les Canadiens peuvent être recueillis auprès de sources administratives et autres, qu'arrivera-t-il au recensement à tous les cinq ans ?

A : Une question très intéressante, évidemment... Pourrons-nous un jour passer à un registre synthétique ou réel ? C'est ce qui se passe dans les pays scandinaves et dans de nombreux pays européens, où chaque individu reçoit un identifiant unique et c'est ainsi que le suivi est effectué dans le système. Mais un organisme statistique ne pourrait imposer une telle chose aux Canadiens. Mais si un système comme celui-là était en place, et que nous avions alors le pouvoir de le tenir à jour et de le nourrir avec d'autres informations, il est très possible qu'un jour nous n'ayons plus à demander aux Canadiens de nous fournir ces informations. Mais ce n'est pas une décision que l'institution doit prendre seule.

Le deuxième point est que même dans le formulaire écourté, nous posons un certain nombre de questions autres que le nom, la date de naissance et le sexe. Nous posons également des questions sur la langue, etc. Pour certaines de ces questions, nous ne savons pas encore exactement où nous pourrions obtenir une quantité similaire d'information. Je crois qu'une certaine forme de communication avec les Canadiens et l'obtention, de la façon la plus rentable

possible, de certaines de leurs informations, sera encore nécessaire pendant un bon moment.

J'étais essentiellement à la tête du recensement de 2006, au moment où nous avons remanié tout le mécanisme derrière cette enquête. Depuis, beaucoup d'autres pays ont utilisé cette méthodologie... Maintenant, nous envoyons à une majorité de Canadiens une lettre avec un code d'accès pour remplir le questionnaire en ligne. Et dans le dernier recensement (2016), c'est un peu moins de 70 % des ménages canadiens qui ont rempli le questionnaire ainsi. De plus, nous avons toujours cherché à trouver le moyen le plus rentable d'obtenir ce genre d'information. Ainsi, dans cette équation, nous devons également examiner la rentabilité globale de l'obtention de l'information. Les besoins d'information continuent de croître. Lors de la préparation du recensement, nous recevons, dans le cadre de nos consultations, au moins un millier de nouveaux sujets sur lesquels on souhaite sonder les Canadiens. Si l'appétit pour des informations sur les Canadiens est insatiable, nous devons déterminer quel est le meilleur mécanisme pour les obtenir. Le recensement est un tel mécanisme qui répond à un besoin.

Q: À votre avis, quelle sera la plus grande différence entre la façon dont l'information est recueillie et utilisée maintenant et comment on s'y prendra en 2067?

A: Nous parlons vraiment de la lecture d'une boule de cristal. Mais examinons ces signaux faibles qui pourraient s'avérer être des forces prédominantes. On peut déjà constater que la prochaine génération assignera beaucoup plus de valeur à l'atteinte de l'équilibre entre l'acquisition d'idées à partir des données et la protection de la vie privée. Ils sont

prêts à donner un peu pour recevoir un peu. Nous le faisons tous aussi, par exemple, à travers les services bancaires en ligne.

Je crois qu'un jour, une analyse nous permettant d'établir la corrélation entre une maison surpeuplée, le revenu de la famille et les résultats en matière d'éducation, de santé et de revenu sera la norme, et non pas un souhait.

Tout comme la technologie du covoiturage (par exemple, Uber) ou des services d'hébergement (par exemple, Airbnb), les modèles d'affaires ont évolué de sorte que les données représentent essentiellement la devise et, par le fait même, ils secouent les institutions et les entreprises traditionnelles. Je crois que cela s'accélénera avec le temps. Je crois que les rôles traditionnels des gouvernements seront contestés. (Note de l'éditeur: Arora mentionne ici le réaménagement par Sidewalk Labs d'une partie du secteur riverain de Toronto, dans un nouveau modèle privé-public de conception de quartiers urbains).

Cela soulève des questions sur le rôle du gouvernement. Ces modèles représenteront des défis importants pour les institutions, qu'elles soient universitaires ou gouvernementales... C'est pourquoi je pense que notre plan de modernisation sera si important pour nous, afin de nous permettre de faire face à ces défis et de nous assurer de continuer à ajouter de la valeur. Ce plan oriente nos activités moins vers la production de données brutes et plus vers l'expertise et à l'analytique, la capacité de communiquer et d'expliquer.

IMAGINER UN CANADA PLUS PEUPLÉ ET PLUS IMPOSANT ADVENANT SA SURVIE

CONVERSATION AVEC IRVIN STUDIN

Irvin Studin est président du Institute for 21st Century Questions de Toronto et rédacteur en chef et éditeur du magazine *Global Brief*. Il a été appelé l'un des principaux penseurs politiques internationaux de sa génération. Studin a enseigné dans des universités de premier plan en Amérique du Nord, en Asie et en Europe. Studin est le cofondateur de la Higher School of Public Administration en Ukraine (Kiev). Son dernier livre est intitulé *Russia – Strategy, Policy and Administration* (Palgrave-MacMillan, 2017), et son livre à paraître s'intitulera *Ten Theses on Canada in the 21st Century*. Il a travaillé pendant plusieurs années au Bureau du Conseil privé à Ottawa, ainsi qu'au Bureau du Premier ministre australien à Canberra. Pendant des années, il a soutenu que le Canada devait s'efforcer de devenir un pays comptant 100 millions de personnes d'ici 2100, ce qui a nourri un débat national sur la question. *Canadian Issues/Thèmes Canadiens* a discuté avec lui récemment.

Q: Vous avez présenté la vision convaincante d'un Canada ayant atteint une population de 100 millions de personnes d'ici 2100. Ainsi en 2067, tout dépendant de la situation, nous serions passé d'une population actuelle de 36 millions à près de 100 millions d'individus. Où devrions-nous en être en termes de l'atteinte de cet objectif, et pourquoi?

A: Il y a deux façons d'approcher cet objectif de 100 millions de Canadiens, lequel est loin d'être coulé dans le béton; on pourrait en effet viser être 80 ou 120 millions. Il y a selon moi l'aspect métaphorique et l'aspect politique. L'aspect méta-

phorique implique que le Canada commence à se considérer, de façon cinétique, comme un pays en voie d'atteindre une population de 100 millions. J'entends par ceci de développer une imagination nationale de nous-mêmes en tant que pays majeur qui accompli de grandes choses, que ce soit à son nom ou au nom de la condition humaine. C'est d'être en mesure de réaliser cet aspect métaphorique alors que nous évoluons dans un siècle s'avérant très complexe pour notre pays. À titre indicatif, j'espère que notre pays existera toujours en 2067, ce qui ne va pas de soi non plus. En effet, les pays ne sont pas permanents.

Maintenant pour l'aspect politique. Imaginons que la population de notre pays en 2067 est de 60 ou 70 millions. (Une population de 100 millions d'individus ferait de nous le deuxième plus grand pays de l'Ouest; plus petit que les États-Unis, mais plus grand que tous les pays d'Europe, à l'exception de la Russie.) Selon moi, nous serions ainsi en mesure, en tant que pays, d'accomplir beaucoup plus à l'échelle nationale et internationale. Nous serions aussi dans une meilleure position pour faire valoir nos intérêts dans un contexte de pressions géopolitiques beaucoup plus importantes. Les effets de ces grandes pressions géopolitiques se font déjà sentir, lorsqu'on pense à tout ce qui se passe aux États-Unis. Considérons les frontières géographiques du Canada. La limite inférieure est la frontière américaine («A») et celle à l'est de Terre-Neuve est l'Europe («E»). Ces frontières sont bien connues. Mais deux autres frontières ont émergé au cours de ce siècle, des frontières moins appréciées mais qui exerceront une grande pression sur nous au cours des prochaines décennies. La première est la Russie («R»), au-delà d'un Arctique qui fond rapidement. Notons que seulement 115 000 personnes peuplent les trois territoires du nord, un niveau de population pitoyablement bas si nous sommes appelés à contrôler cette frontière, à exercer notre souveraineté et faire valoir nos intérêts nationaux. Nous aurons besoin que beaucoup plus de gens vivent dans cette région; si la population canadienne se rapprochait de 60 ou 70 millions d'ici 2067 on pourrait présumer qu'un plus grand nombre de Canadiens seraient ainsi présents dans le nord. Que nous le réalisions maintenant ou non, il sera nécessaire que beaucoup plus d'individus s'établissent dans le nord. La quatrième frontière à considérer est la Chine «C». En effet, les villes de Whitehorse et Prince Rupert sont beaucoup plus près de la Chine que la ville de Sydney,

en Australie. La Chine est une force que nous n'avions jamais vraiment ressentie jusqu'ici. Pendant les 150 années qui ont suivi la Confédération, la Chine était déstabilisée et travaillait à se refaire des forces après ses défaites dans les guerres de l'opium. Les Chinois sont maintenant revenus là où ils croient qu'ils auraient toujours dû l'être, et nous devons prendre cette réalité en compte dans toutes les dimensions de la stratégie et de la politique nationales. Et comme nous sommes très près d'eux, nous pouvons nous attendre à d'énormes pressions démographiques dans le nord-ouest du Canada.

Nous aurons donc besoin de plus de gens dans ce beau pays qu'est le nôtre, et je crois que ceci nous permettra d'occuper une meilleure position. Un grand nombre d'initiatives économiques et sociales peuvent être accomplies si notre population est plus nombreuse. Certes, il n'en demeure pas moins que nous aurons beaucoup de défis à relever, mais j'espère que d'ici 2067, nous serons sur la bonne voie et que la question de savoir si nous avons besoin d'une population plus nombreuse ne se posera plus.

Q: Certaines personnes sont préoccupées à l'idée d'une population plus nombreuse, et plus particulièrement dans le contexte l'intégration des immigrants. Quelle est votre opinion à ce sujet et quelles sont, selon vous, les menaces potentielles à l'existence du Canada en 2067?

A: Il y existe beaucoup de menaces. Dans l'histoire moderne, les pays n'ont pas une durée de vie aussi longue que nous le pensons. Un de mes assistants de recherche a calculé qu'au cours des 200 dernières années, les états modernes ont eu tendance à durer en moyenne 60 ans. Beaucoup de citoyens ont sans doute pensé que la durée de vie de l'Union soviétique

a été interminable ; pourtant, l'URSS n'aura duré que 70 ans. Le Canada a maintenant 150 ans. Beaucoup d'États modernes du Moyen-Orient se sont effondrés justement dans les alentours de 60 ou 70 ans. Un bon nombre d'États asiatiques et africains sont relativement nouveaux. Tous les États post-soviétiques sont intrinsèquement instables. L'Ukraine vient tout juste de connaître une révolution puis une annexion, et n'aura donc duré que 23 ans... Ainsi, le cas du Canada est inhabituel et exceptionnel, puisque nous profitons d'une stabilité stratégique et constitutionnelle depuis environ 150 ans. C'est donc dire que nous sommes chanceux, historiquement parlant. Qu'est-ce qui pourrait changer ? Eh bien, les menaces sont externes et internes. Les menaces internes, pour l'instant, semble évidentes. Il y a tout d'abord la question québécoise. Je crois avoir été l'un des premiers à argumenter publiquement que si le Québec devait se séparer un jour ce serait la fin du Canada, parce que nous ne serions pas en mesure de recoller les morceaux. Le Canada se désintégrerait de la même façon que l'Union soviétique, en plusieurs parties constituantes. Nous ne savons pas comment ces parties seraient appelées, mais il serait extrêmement difficile pour Ottawa de réaffirmer l'ancienne légitimité de Victoria et de St. John's, de Yellowknife et de Whitehorse dans le Nord, si l'une des parties au centre du pays est essentiellement excisée. Cela pourrait arriver très rapidement et à n'importe quel moment au cours des prochaines décennies — c'est donc une préoccupation qui doit constamment être prise en compte.

Une deuxième menace interne à surveiller est la contradiction constitutionnelle entre l'idée des deux nations du Canada à la Confédération — le Canada anglais et le Canada français — et l'idée

de gouvernance co-égalitaire du Canada avec les peuples autochtones. Moralement, c'est attrayant, mais stratégiquement et constitutionnellement, ce sera très difficile à concevoir...

Il existe de réelles menaces externes. Si une guerre majeure éclate entre la Russie et les puissances occidentales, je crois qu'il y a de fortes chances que le Canada soit envahi au cours de ce siècle. Même chose avec la Chine. Nous ne sommes plus très éloignés de ces pays et de ces civilisations en termes technologiques ou psychologiques. L'Arctique est en train de fondre. Si nous n'avons pas de bonnes relations avec tous ces grands pays frontaliers et si nous avons en plus un voisin méridional instable, capricieux ou inconstant au sud, comme c'est le cas aujourd'hui, qui va nous défendre ? Les États-Unis pourraient nous défendre, ou peut-être pas ; nous le saurions sans doute à la dernière minute. Pour l'instant, une telle réflexion ne fait pas généralement partie de notre imaginaire stratégique, mais il faut réaliser que nous sommes maintenant entourés de grandes puissances, y compris l'Europe. Nous ne savons pas si ces puissances demeureront stables et heureuses, et encore moins comment elles interagiront. Cela représentera une pression importante. Il se pourrait très bien qu'on survive ; mais pour ce faire il faut vraiment se voir comme un pays plus grand, plus imposant. J'écris à ce sujet depuis une décennie, mais je dirais que la présidence américaine avec Trump met tout cela en relief. Et le conflit entre la Russie et l'Occident, de même que les tensions entre Washington et Pékin, sont des enjeux difficiles lorsque nous prenons en compte notre géographie. En d'autres termes, un conflit entre l'Amérique et la Chine, ou entre l'Amérique et la Russie, représenterait un danger potentiel pour nous, sans garantie absolue de protection. À l'heure

actuelle, il est difficile d'imaginer un scénario dans lequel nous sommes réellement menacés, mais difficile aussi d'imaginer que nous soyons en mesure de faire quoi que ce soit dans cette éventualité.

Voilà qui explique en partie cette idée d'une population de 100 millions d'individus. Nous allons devoir penser par nous-mêmes. Avec une population de 100 millions, le Canada pensera par lui-même...

Q: Selon vous, comment le Canada doit-il évoluer afin d'être en mesure d'accueillir avec confiance autant de personnes? Et quel serait le lien avec l'état d'esprit « colonial » dont vous avez parlé dans vos travaux?

A: La mentalité coloniale ou quasi-coloniale est toujours présente aujourd'hui, pas seulement dans le passé. Nous ne devrions pas nous sentir insultés par cette affirmation. Nous sommes tous dans le même bain, moi y compris. En termes stratégiques, nous avons une mentalité quasi-coloniale parce que nous n'avons jamais eu de raison de nous en départir. À moins d'une crise ou d'une guerre nationale majeure, nous aurions besoin d'une révolution mentale ou politique plutôt que d'une révolution contre la Couronne ou contre nos voisins ou cousins impériaux de facto... Nous pouvons absorber un grand nombre de personnes au fil du temps. Je ne pense pas qu'il y ait la moindre question sur le plan territorial, si nous distribuons la population de façon beaucoup plus délibérée à travers le pays. Je crois vraiment à une distribution appropriée et chorégraphiée de la population. Nous sommes très passifs à cet égard à l'heure actuelle, mais avec le temps nous devons être beaucoup plus délibérés. Par exemple, une stratégie d'immigration nordique pour le Canada devrait se développer de façon

naturelle éventuellement...

Pour ce qui est de l'intégration, il serait très naïf de penser que le pays peut absorber n'importe qui à n'importe quel rythme, et erroné de croire qu'une hésitation à ce sujet pourrait être comprise comme du racisme. Je ne pense pas que ce soit vrai du tout. Nous devrions être très conscients de la façon dont nous façonnerons le pays. En même temps, nous devrions répartir la population et attirer des talents de partout dans le monde. Ce n'est pas une contradiction, mais il faut être très prudent, car à l'extérieur de Toronto, la dynamique majoritaire-minoritaire est une question épineuse dans de nombreuses régions du pays — en commençant, bien sûr, avec le Québec...

Bien entendu, nous aurions un pays entièrement multiculturel, composé d'au moins deux nations, ou peut-être de plusieurs nations en prenant en compte les peuples autochtones. Mais la population du Canada serait mieux répartie, avec de grandes villes très multiethniques un peu partout. Il y aurait notamment de nouvelles grandes villes qui se formeraient; Toronto pourrait ne pas être la ville principale en 2067. Imaginons par exemple une ville comme Whitehorse ou Yellowknife dans le Nord, comptant soudainement deux ou trois millions de personnes. Il faut réaliser que nous aurons besoin d'environ 10 millions de personnes dans le Nord au cours des 60 ou 70 prochaines années pour gérer cet immense espace.

CANADA 2068 : INCONNUS INCONNUS, AU CARRÉ ET AU CUBE

WILLIAM WATSON

William Watson est né et a grandi à Montréal. Il a suivi sa formation à l'Université McGill à Montréal et à Yale University à New Haven au Connecticut. Watson enseigne à McGill depuis 1977 et est maintenant directeur du Département d'économie. Il est surtout connu pour ses chroniques régulières dans le *National Post* et le *Ottawa Citizen*, et pour ses interventions à la radio et à la télévision. De 1998 à 2002, il a dirigé *Policy Options politiques*, la revue de l'Institut de recherche en politiques publiques de Montréal, où il est actuellement chercheur principal. Il est également chercheur à l'Institut C. D. Howe de Toronto. Pendant son congé sabbatique de l'Université McGill en 1997-1998, il a été rédacteur en chef du *Ottawa Citizen* pendant 21 mois. En 1989, il a reçu la médaille d'or du National Magazine Awards pour un article humoristique paru dans la revue *Saturday Night* au sujet d'un voyage à New York. Son livre *Globalization and the Meaning of Canadian Life*, publié en 1998 par les Presses de l'Université de Toronto, a été finaliste du Prix Donner du meilleur livre sur la politique publique canadienne.

En février 2002, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a fait l'objet de moqueries provenant de gens beaucoup moins intelligents que lui, lorsqu'il a affirmé que toutes les connaissances se retrouvaient dans trois catégories : les choses que nous connaissons (ou du moins que nous croyons connaître), les choses que nous ignorons (les inconnus connus) et les choses inconnues dont on ne connaît pas l'existence (les inconnus inconnus). En réalité, cette affirmation témoigne d'une sagesse et d'une humilité dont la pénurie se ferait tragiquement sentir dans son ministère lors de l'invasion de l'Irak un an plus tard.

Que savons-nous du monde qui existera en 2068? Nous avons une bonne idée du nombre de personnes âgées de plus de 50 ans qui seront toujours en vie, à moins d'une catastrophe nucléaire, environnementale, biologique ou autre. Nous connaissons au moins le nombre maximal de ces personnes, puisqu'elles sont toutes nées maintenant ou le seront très bientôt. Savons-nous autre chose? 50 ans ne représentent guère plus de la moitié d'une vie typique de quelqu'un né en Occident, mais c'est une longue période lorsqu'il est question de faire des prédictions. Dans un demi-siècle, les inconnus inconnus sont dominants et limitent par

le fait même nos capacités de prédiction ou même de spéculation, à moins qu'on ne s'y adonne que pour se divertir.

Considérons les Canadiens de 1867. Ils n'étaient de 3,5 millions, soit un dixième de notre population actuelle. Leur espérance de vie à la naissance était de 41,6 ans, ce qui signifie que les Canadiens nés le jour de la Confédération ne pouvaient raisonnablement s'attendre à être encore présents lors du 50^e anniversaire de leur pays en 1917. Bien que respectables au niveau international, leurs maigres revenus ne représentaient pas plus de 1 500 \$ du pouvoir d'achat en dollars américains de 1990. (En 2010, le revenu moyen au Canada était de 24 941 \$ dans cette même devise, soit 17 fois plus élevé.) En 1867, l'éducation formelle moyenne des Canadiens était d'une durée de 5,7 ans. L'année précédente, en 1866, 257 d'entre eux avaient reçu leurs diplômes universitaires (comparé à plus de deux millions d'inscrits à l'université en 2015-16). Seulement 107 225 Canadiens, les Montréalais, vivaient dans une ville de plus de 100 000 habitants. Près de 90 % vivaient dans des fermes ou dans des villes de moins de 5 000 habitants. La majorité étaient des agriculteurs ou des travailleurs agricoles vivant selon les rythmes et les diktats de la température et des précipitations. Ils craignaient d'être envahis par des Fenians basés aux États-Unis ou même par les États-Unis eux-mêmes, qui venaient de survivre à une guerre civile sanglante pour laquelle l'Empire britannique aurait préféré une victoire rebelle ou du moins une impasse. Pour les pères — tous des pères — de la nouvelle Confédération, le trajet de Québec à Charlottetown trois ans plus tôt avait pris trois jours et demi par bateau à vapeur. Un voyage à la colonie de la Colombie-Britannique sur la côte du Pacifique, une nouvelle addition potentielle à

la nouvelle Confédération, prenait des semaines ou des mois. Au 1^{er} juillet 1867, le premier câble transatlantique joignant l'Irlande et *Heart's Content* à Terre-Neuve n'avait pas encore 11 mois.

Les Canadiens de 1867 auraient-ils pu imaginer que 50 ans plus tard, ils représenteraient une force de neuf provinces et huit millions de personnes? Que leur revenu par habitant serait 2,6 fois plus élevé qu'il ne l'avait été 50 ans plus tôt? Et que 500 000 d'entre eux seraient en Europe à se battre aux côtés des Américains dans une guerre encore plus terrible que la guerre civile américaine? Auraient-ils pu prévoir que certains soldats dans cette guerre bombarderaient l'ennemi à partir de machines volantes pouvant être guidées vers leurs cibles? Que les commandants militaires à plusieurs kilomètres de distance se parleraient entre eux à l'aide de câbles de cuivre, alors que d'autres soldats pourraient combattre l'ennemi à l'aide de véhicules sans chevaux alimentés par une version « raffinée » de boue noire pompée du sol? À l'occasion du 100^e anniversaire de l'impôt sur le revenu du Canada, lequel aurait pu sembler inimaginable en 1867, j'ai lu les débats parlementaires sur le projet de loi qui visait à introduire un impôt de guerre sur le revenu (jusqu'en 1949). Le Canada était encore très britannique en 1917. Les députés faisaient fréquemment référence aux événements, aux personnalités, aux lois, aux institutions et même à la poésie du Royaume-Uni, sachant très bien que les autres hommes qui écoutaient — seulement des hommes en 1917 — comprendraient le contexte et les références. Un autre débat récurrent portait sur la façon de financer la construction du deuxième chemin de fer transcontinental du pays, qui était lourdement endetté mais qui pouvait déplacer les Canadiens d'un bout à l'autre du pays en quelques jours seulement,

tout comme le Canadien Pacifique qui l'avait précédé.

À leur tour, les Canadiens de 1917 auraient-ils pu imaginer qu'en 1967, leurs enfants et leurs petits-enfants auraient vécu, 22 ans plus tôt, une autre guerre mondiale d'une horreur et d'une ampleur encore plus grandes que celle qu'ils vivaient? Ou que cette seconde guerre se terminerait par le largage de superbombes dont la puissance équivalait à plusieurs jours de bombardements dans les pires batailles de la Grande guerre? Le Canada de 1967 était un pays de 20 millions d'habitants, soit deux fois et demie ce qu'il avait été en 1917. Le PIB par habitant était maintenant de 12 050 \$, soit 3,1 fois son niveau de 50 ans plus tôt. Les appareils volants permettaient maintenant aux Canadiens de voyager d'un bout à l'autre du pays en quelques heures seulement, puisque ceux-ci vivaient maintenant principalement dans les villes, chacune desservie par au moins un « aéroport ». Six jours avant le centenaire, par un miracle de l'« ère spatiale », près de 700 millions de personnes ont regardé *Our World*, une collaboration télévisée internationale de deux heures et demie avec Marshall McLuhan, Maria Callas, Pablo Picasso et un quatuor musical britannique portant l'étrange nom de « Beatles », qui a présenté leur chanson intitulée *All you need is love*. Beaucoup de téléspectateurs savaient que dans 24 mois, ils allaient voir un astronaute américain marcher sur la Lune et revenir sur la Terre.

Quant aux Canadiens de 1967, auraient-ils pu imaginer le monde dans lequel nous vivons maintenant, 50 ans plus tard? En 1967, j'ai écrit mes travaux de fin d'études secondaires sur la machine à écrire portable Smith-Corona de mon père, une machine à écrire mécanique qui utilisait un ruban imprégné de carbone pour imprimer les lettres

noires ou rouges sur le papier. En revanche, j'écris ce « travail » sur un « ordinateur portable », l'un des cinq ordinateurs que je possède, sans compter celui qui se trouve dans ma poche et avec lequel je suis la météo en temps réel, retrace mon trajet sur les pentes de ski et discute ou échange des « messages texte » avec des personnes partout dans le monde. (En 1967, si vous voyiez quelqu'un se promenant dans la rue en train de se parler, il fallait l'ignorer. Maintenant, c'est une occurrence normale: il n'est pas fou, il est juste au téléphone.) Jusqu'aux années 1940, un « ordinateur » était une personne qui faisait des calculs mathématiques pour gagner sa vie. L'économiste Milton Friedman a occupé ces fonctions pour le gouvernement américain pendant la Seconde Guerre mondiale. Bien qu'en 1967 la plupart des gens aient entendu parler des ordinateurs électroniques, seuls les gouvernements, les entreprises et les institutions les possédaient. Ma propre expérience avec les ordinateurs a commencé deux ans plus tard à l'université. J'interagissais avec les machines en utilisant une sorte de machine à écrire pour percer des trous dans des cartes, chacune représentant une « ligne » de « code », puis j'emportais mes cartes au centre informatique où les machines de la taille d'une pièce étaient stockées. Je les remettais au préposé, qui me les rendait le lendemain, avec une impression de tout ce que l'ordinateur avait calculé à ma demande, une fois que j'avais finalement formulé la demande sous une forme qu'elle comprenait. Comme la plupart des gens à l'époque, je croyais que les ordinateurs s'amélioreraient — ils s'étaient nettement améliorés au cours des 20 dernières années — mais je n'avais aucune idée à quel point.

Les Canadiens de 1867 auraient-ils pu imaginer la Somme, l'impôt fédéral sur le revenu et un voyage

de quatre jours en Colombie-Britannique? Ceux de 1917 auraient-ils pu imaginer la télévision, le transport par avion et les fusées sur la Lune? Les Canadiens de 1967 auraient-ils pu imaginer l'omniprésence des puissants ordinateurs et de la communication? Oui, en principe, ils auraient pu. L'ont-ils imaginé? Non, non et non. Peut-être qu'un excentrique solitaire, ici ou là, a prédit quelque chose qui n'était pas totalement différent de ce qui allait finalement arriver. Mais il n'y avait aucun moyen de distinguer les prédictions inspirées des fantaisies lunatiques et il aurait été folie de fonder toute politique publique importante — ou quoi que ce soit, vraiment — sur une telle confabulation. Je ne vois donc pas grand-chose qui pourrait m'inquiéter sur le Canada de 2068, attendu qu'il survive.

D'un autre côté, je soupçonne — en fait, je crois que je sais — que mes enfants et les leurs seront préoccupés par trois questions qui préoccupent le pays depuis ses débuts. La première est la relation avec les États-Unis. Cette relation a eu beaucoup à voir avec la fondation du Canada, était encore bien importante en 1917, seulement six ans après les élections de réciprocité de 1911, est demeurée cruciale en 1967, deux ans après le Pacte de l'automobile, et continue d'être primordiale aujourd'hui, alors qu'un président mercantiliste tente de renverser la stratégie commerciale poursuivie par les États-Unis depuis le milieu des années 1930.

Les relations entre les francophones et les anglophones au Canada font également partie de notre histoire depuis la Confédération et même avant. Si la proportion de francophones au Canada continue de diminuer, elle pourrait devenir moins centrale mais, tant que les francophones seront concentrés dans une province, la menace de sécession et la

nécessité de gérer ces relations se poursuivront.

Enfin, la question de gagner sa vie a préoccupé notre espèce, sans parler de notre nation, depuis la création de chacune. Dans *Economic Possibilities for our Grandchildren*, publié en 1930, John Maynard Keynes a prédit, avec une certaine impertinence que, malgré la dépression débilante de cette époque, ces petits-enfants seraient si riches que les besoins matériels ne les concerneraient plus. Cela ne semble pas s'être produit, même dans un pays où les revenus réels, du mieux qu'ils peuvent comparés à travers les époques, approchent 20 fois ce qu'ils étaient en 1867. Je suis raisonnablement certain que les questions matérielles concerneront toujours nos propres petits-enfants, et je n'y crois pas seulement parce que je suis économiste.

Hormis ces trois questions persistantes, ce qu'on voit à perte de vue, ce sont des inconnus inconnus.

LE CANADA EN 2067 : DES DIFFÉRENCES GÉNÉRATIONNELLES, RÉGIONALES ET LINGUISTIQUES APPARAISSENT LORSQUE L'ON DÉTERMINE LES ENJEUX DU FUTUR

JACK JEDWAB

Jack Jedwab est le vice-président général de l'Association d'études canadiennes et de l'Institut canadien des identités et des migrations, tous deux basés à Montréal. Titulaire d'un doctorat en histoire canadienne de l'Université Concordia, il a enseigné à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université McGill, donnant des cours sur l'histoire de l'immigration au Québec, les minorités ethniques au Québec, les minorités de langue officielle au Canada et sur le sport au Canada. Il a également écrit de nombreux essais, articles de revues et de journaux, en plus d'être l'auteur de nombreuses publications et rapports gouvernementaux sur des enjeux tels que l'immigration, le multiculturalisme, les droits de la personne et les langues officielles.

Le 150^e anniversaire du Canada est maintenant derrière nous. L'anniversaire a donné lieu à une réflexion sur plus de 150 ans de réalisations et d'échecs. Mais la plupart des Canadiens se sont livrés à ce que l'on pourrait décrire comme un état des lieux et, dans une moindre mesure, une réflexion sur comment les choses évolueront dans les années à venir. Mis à part la présentation par Statistique Canada de projections jusqu'en 2036 indiquant des changements continus à la composition de la population et l'importance croissante de la proportion de personnes d'origine non européenne, peu se sont adonnés à des spéculations sur l'avenir du Canada. Cela confirme d'une certaine façon l'affirmation de Nils Bohr, lauréat du prix Nobel, qui avait fait remarquer que « faire des prédictions est

très difficile, surtout lorsqu'il s'agit de l'avenir». (www1.secam.ex.ac.uk/famous-forecasting-quotes.dhtml)

C'est bien vrai et, étant donné la difficulté de prédire l'impact des technologies sur nos vies, on peut aisément assumer qu'il sera de plus en plus difficile de faire de bonnes prédictions. Bien sûr, cela ne nous empêche pas de poser des questions sur l'avenir, ce que nous avons fait en demandant aux Canadiens de prédire ce que seront les enjeux prioritaires du pays dans 50 ans, lorsque le Canada fêtera son 200^e anniversaire.

Afin de déterminer comment les Canadiens entrevoient les futurs enjeux de leur pays, l'Association

d'études canadiennes a demandé à la firme Léger Marketing de les sonder au sujet de 14 préoccupations ou enjeux spécifiques. La question était la suivante : « veuillez classer les principaux enjeux auxquels vous croyez que le Canada sera confronté dans 50 ans, en 2067 ». Le sondage a été réalisé en ligne entre le 10 et le 14 octobre 2016 avec une marge d'erreur probabiliste de 3,9 points 19 fois sur 20.

Il est important de noter qu'en demandant aux citoyens de prédire l'avenir, leurs réponses ont tendance à refléter les préoccupations qu'ils considèrent importantes actuellement. Les données présentées ci-dessous analysent les enjeux prioritaires tels qu'ils ont été sélectionnés par les Canadiens. Il va sans dire que beaucoup de ces enjeux sont interreliés. Afin de simplifier les résultats, nous avons regroupé les 14 éléments de la liste dans les cinq catégories d'enjeux suivantes : ordre social, ordre économique, sécurité, environnement et identité.

Ce qui suit examine l'ordre choisi des enjeux selon la cohorte d'âge/génération, la langue d'origine et la province de résidence des répondants. La diffé-

rence dans l'ordre de priorité de ces enjeux reflète souvent la manière dont les enjeux sont compris et encadrés. En d'autres termes, plusieurs enjeux d'ordre social et économique sont clairement interreliés mais il est possible que ceux-ci soient articulés de différente manière en fonction de l'interprétation qu'en fait la personne. Ces différences ne sont pas sans importance.

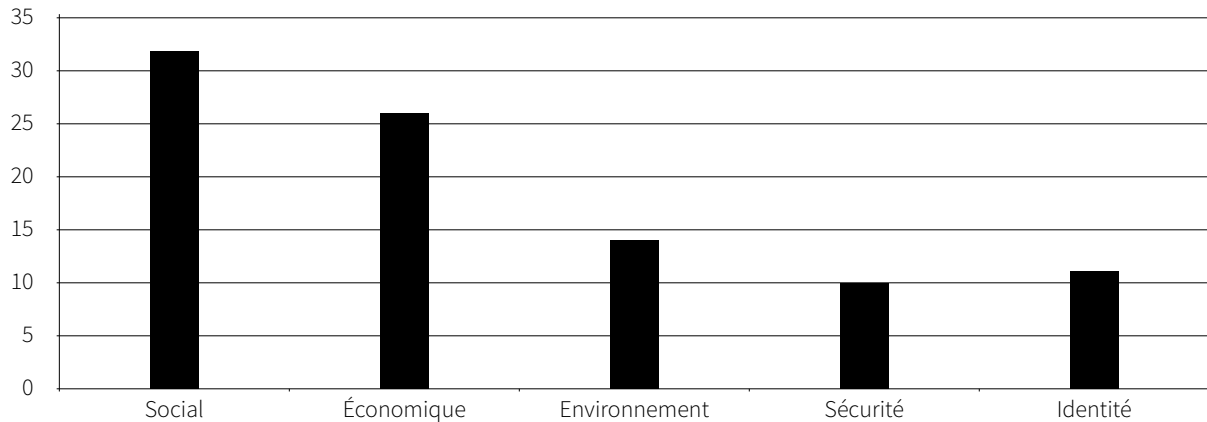
LES PRÉOCCUPATIONS DE 2067

Lorsqu'on les regroupe selon les catégories que nous avons identifiées, on peut constater que la plupart des Canadiens considèrent les enjeux d'ordre social comme étant au premier rang des priorités alors que ceux d'ordre économique se retrouvent au second rang. Il est possible que ces enjeux soient exprimés dans leur sens générique ou global et ainsi ne pas être spécifiques au Canada. Comme nous le verrons, il existe d'importantes différences entre les groupes d'âges, de langue et de région. Les préoccupations regroupées sous les enjeux en lien avec l'identité sont au premier rang de la liste pour environ un Canadien sur dix.

TABLEAU 1

	Total
Ordre social (vieillesse et santé)	32
Ordre économique (possibilités d'emploi, posséder un logement, réduire la pauvreté et coût de l'éducation)	26
Protection de l'environnement	14
Sécurité (terrorisme et conflit avec les autres nations)	10
Identité (intégration des immigrants, préservation de ma langue et de ma culture, relations avec les peuples autochtones du Canada, accommodement de la diversité religieuse)	11

GRAPHIQUE 1



Lorsqu'on extrait les éléments spécifiques correspondant à ces catégories, on peut constater que le vieillissement de la population est la préoccupation première pour les Canadiens. Au second rang, on retrouve l'accès aux soins de santé et au troisième rang la protection de l'environnement. Les différents enjeux liés à l'identité sont au bas de la liste des enjeux prioritaires. Il est possible de faire une distinction entre ce qui semble être des préoccupations « perpétuelles » (qui semblent moins faciles à résoudre) et des préoccupations « ponctuelles » (qui semblent cycliques).

LE FOSSÉ GÉNÉRATIONNEL

En examinant les perceptions sur la base de l'âge/génération, les trois groupes ci-dessous ont été identifiés à des fins d'analyse :

Nés entre 1946 et 1965 : les baby-boomers

Nés entre 1966 et 1976 : la génération X

Nés entre 1977 et 1994 : la génération Y ou les milléniaux

La plus grande différence entre les milléniaux et les baby-boomers est que les premiers considèrent les enjeux d'ordre économiques comme étant au sommet de la liste des priorités alors ce sont les enjeux d'ordre social qui occupent cette place pour les baby-boomers, dont notamment le vieillissement et la santé. Les milléniaux attribuent un niveau d'importance similaire aux enjeux liés à l'environnement qu'à ceux ayant trait aux questions sociales. Les baby-boomers quant à eux attribuent près de 25 points de plus aux enjeux d'ordre social que les milléniaux.

Les Canadiens de la génération X se situent quelque part entre les milléniaux et les baby-boomers pour la plupart des enjeux identifiés. Ils se rap-

prochent des baby-boomers en ce qui a trait aux enjeux d'ordre social et font de même avec les milléniaux pour les enjeux économiques.

Lorsque l'on considère les éléments spécifiques des enjeux catégorisés en fonction de la répartition par âge et par génération, on constate que les jeunes Canadiens sont moins préoccupés par le vieillissement de la population et l'accès aux soins de santé que les autres groupes d'âge. En effet, ceux-ci sont plus préoccupés par la protection de l'environnement et l'accession à la propriété.

FOSSÉ LINGUISTIQUE

En matière linguistique, on peut noter que les enjeux d'ordre social sont plus importants que les enjeux économiques pour les francophones. Les Canadiens anglophones attachent quant à eux une importance relativement égale aux enjeux touchant les questions sociales et économiques. Enfin, pour les allophones, les préoccupations économiques sont au premier plan et ceux-ci se montrent beaucoup moins préoccupés par les enjeux liés à l'environnement.

TABEAU 2

	Total
Vieillessement de la population	17%
Accès aux soins de santé	15%
Protection de l'environnement	14%
Opportunités d'emploi	11%
Être propriétaire d'une maison	7%
Le terrorisme	7%
Réduire la pauvreté	6%
Intégration des immigrants	4%
Préserver ma langue et ma culture	3%
Conflits avec d'autres nations	3%
Relations avec les peuples autochtones du Canada	2%
Le coût de l'enseignement supérieur	2%
Participation significative à notre démocratie	2%
Accommodement de la diversité religieuse	2%

GRAPHIQUE 2

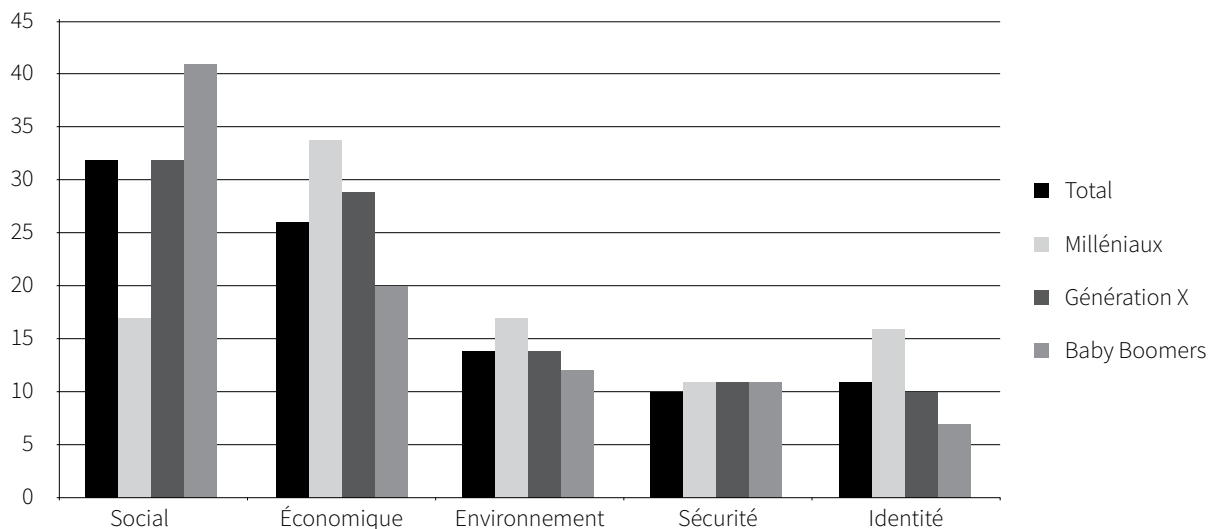


TABLEAU 3

	Milléniaux	Génération X	Baby-boomers
Ordre social (vieillesse et santé)	17	32	41
Protection de l'environnement	17	14	12
Ordre économique (possibilités d'emploi, posséder un logement, réduire la pauvreté et coût de l'éducation)	34	29	20
Sécurité (terrorisme et conflit avec les autres nations)	11	11	11
Identité (intégration des immigrants, préservation de ma langue et de ma culture, relations avec les peuples autochtones du Canada, accommodement de la diversité religieuse)	16	10	7

TABEAU 4

	Total	Milléniaux (18-34 ans)	Génération X (35-54 ans)	Baby-boomers (55 ans et +)
Vieillessement de la population	17 %	17 %	11 %	23 %
Accès aux soins de santé	15 %	15 %	6 %	18 %
Protection de l'environnement	14 %	14 %	17 %	12 %
Opportunités d'emploi	11 %	11 %	13 %	8 %
Être propriétaire d'une maison	7 %	7 %	10 %	6 %
Le terrorisme	7 %	7 %	7 %	8 %
Réduire la pauvreté	6 %	6 %	6 %	5 %
Intégration des immigrants	4 %	4 %	6 %	2 %
Préserver ma langue et ma culture	3 %	3 %	3 %	3 %
Conflits avec d'autres nations	3 %	3 %	4 %	3 %
Relations avec les peuples autochtones du Canada	2 %	2 %	3 %	1 %
Le coût de l'enseignement supérieur	2 %	2 %	5 %	1 %
Participation significative à notre démocratie	2 %	2 %	2 %	2 %
Accommodement de la diversité religieuse	2 %	2 %	4 %	1 %

GRAPHIQUE 3

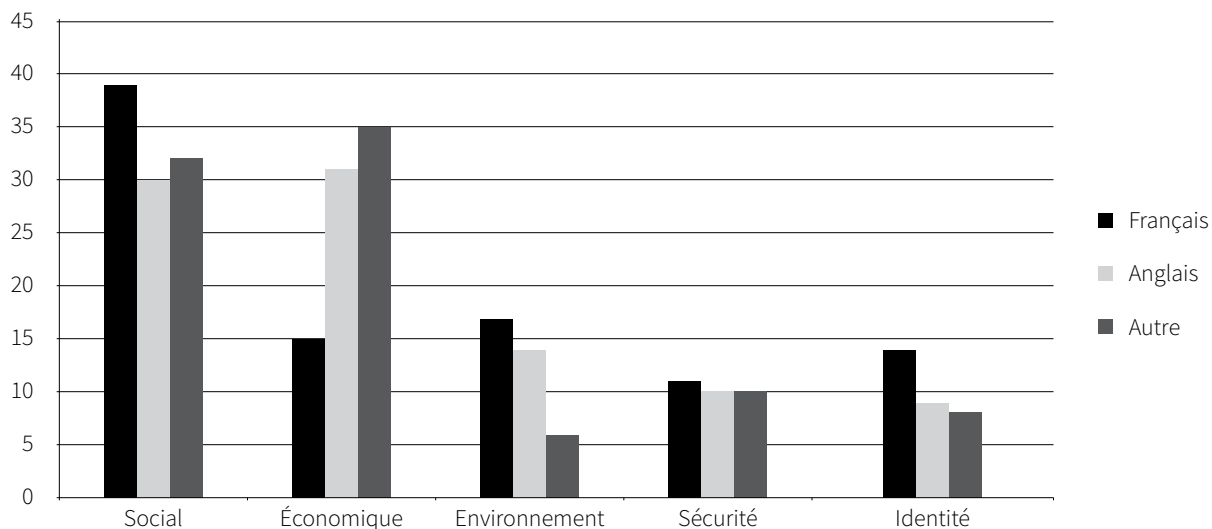


TABLEAU 5

	Total	Français	Anglais	Autre
Ordre social	32%	39%	30%	32%
Protection de l'environnement	14%	17%	14%	6%
Ordre économique	26%	15%	31%	35%
Sécurité	10%	11%	10%	10%
Identité	11%	14%	9%	8%

En examinant les enjeux plus spécifiques en fonction de la langue des répondants, on constate qu'il existe des écarts importants entre les francophones et les allophones sur des questions comme la protection de l'environnement et les possibilités d'emploi. Les francophones ont tendance à identifier la préservation de la langue et de la culture comme un enjeu important et ce, beaucoup plus que les autres groupes linguistiques. Pourtant, seulement 7% des personnes interrogées ont placé cet enjeu spécifique au premier rang de la liste, beaucoup moins que les répondants qui ont choisi les enjeux d'ordre social et économique. Cela ne veut pas dire que les francophones n'accordent aucune importance à l'enjeu de la préservation de la langue et de la culture. En effet,

un récent sondage Léger mené pour le compte de l'Association d'études canadiennes révèle que près de six francophones sur dix se disent inquiets que la prochaine génération abandonne sa langue et sa culture (18% étaient très inquiets et 40% étaient un peu inquiets). Dans l'ensemble, quelque 42% des Canadiens se disent inquiets par la possibilité que la prochaine génération abandonne sa langue et sa culture. Ainsi, l'importance de certaines préoccupations peut varier, selon qu'elles sont abordées seules ou en comparaison à d'autres; dans ce cas précis, les enjeux liés à la langue et à la culture perdent de leur importance lorsqu'ils côtoient les enjeux d'ordre social et économique.

TABEAU 6

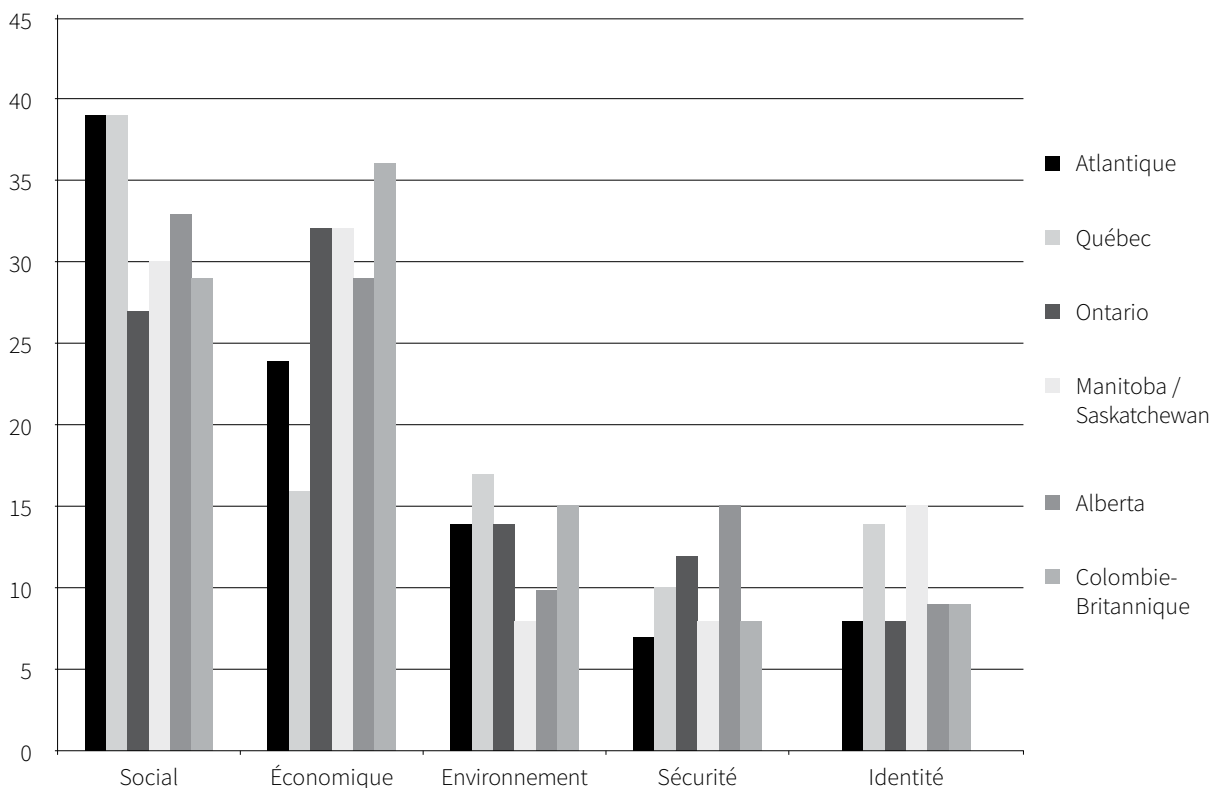
	Total	Français	Anglais	Autre
Vieillesse de la population	17 %	21 %	16 %	15 %
Accès aux soins de santé	15 %	18 %	14 %	17 %
Protection de l'environnement	14 %	17 %	14 %	6 %
Opportunités d'emploi	11 %	5 %	13 %	17 %
Être propriétaire d'une maison	7 %	2 %	9 %	7 %
Le terrorisme	7 %	10 %	6 %	8 %
Réduire la pauvreté	6 %	6 %	6 %	8 %
Intégration des immigrants	4 %	4 %	3 %	5 %
Préserver ma langue et ma culture	3 %	7 %	2 %	0 %
Conflits avec d'autres nations	3 %	1 %	4 %	2 %
Relations avec les peuples autochtones du Canada	2 %	1 %	2 %	1 %
Le coût de l'enseignement supérieur	2 %	2 %	3 %	3 %
Participation significative à notre démocratie	2 %	0 %	2 %	2 %
Accommodement de la diversité religieuse	2 %	2 %	2 %	2 %

DIFFÉRENCES RÉGIONALES

En ce qui a trait aux points de vue des provinces et des régions, on peut constater que les enjeux d'ordre social sont le plus souvent identifiés dans le Canada atlantique et au Québec. Les résidents du Manitoba et de la Saskatchewan ont tendance à attacher une plus grande importance aux enjeux sociaux qu'aux enjeux économiques, alors que c'est l'in-

verse pour les Britanno-Colombiens, les Ontariens et les Albertains. Les enjeux liés à l'environnement sont plus susceptibles d'être identifiés sur la liste des enjeux prioritaires au Québec et en Colombie-Britannique. Les préoccupations en matière de sécurité ont un peu plus d'importance en Alberta, alors qu'au Québec, au Manitoba et en Saskatchewan ce sont les enjeux identitaires.

GRAPHIQUE 4



TABEAU 7

	Total	Atlantique	QC	ON	MB/SK	AB	CB
Ordre social	32 %	39 %	39 %	27 %	30 %	33 %	29 %
Protection de l'environnement	14 %	14 %	17 %	14 %	8 %	10 %	15 %
Ordre économique	26 %	24 %	16 %	32 %	32 %	29 %	36 %
Sécurité	10 %	7 %	10 %	12 %	8 %	15 %	8 %
Identité	11 %	8 %	14 %	8 %	15 %	9 %	9 %

TABEAU 8

	Total	Atlantique	QC	ON	MB/SK	AB	CB
Vieillesse de la population	17 %	23 %	21 %	14 %	10 %	22 %	15 %
Accès aux soins de santé	15 %	16 %	18 %	13 %	20 %	11 %	14 %
Protection de l'environnement	14 %	14 %	17 %	14 %	8 %	10 %	15 %
Opportunités d'emploi	11 %	11 %	6 %	14 %	9 %	16 %	11 %
Être propriétaire d'une maison	7 %	7 %	3 %	9 %	8 %	9 %	12 %
Le terrorisme	7 %	7 %	8 %	7 %	5 %	12 %	5 %
Réduire la pauvreté	6 %	4 %	5 %	6 %	10 %	4 %	10 %
Intégration des immigrants	4 %	2 %	4 %	3 %	6 %	5 %	3 %
Préserver ma langue et ma culture	3 %	3 %	7 %	2 %	0 %	4 %	3 %
Conflits avec d'autres nations	3 %	0 %	2 %	5 %	3 %	3 %	3 %
Relations avec les peuples autochtones du Canada	2 %	0 %	1 %	1 %	5 %	0 %	3 %
Le coût de l'enseignement supérieur	2 %	2 %	2 %	3 %	5 %	0 %	3 %
Participation significative à notre démocratie	2 %	2 %	0 %	2 %	0 %	2 %	2 %
Accommodement de la diversité religieuse	2 %	3 %	2 %	2 %	4 %	0 %	0 %

Lorsqu'on examine les éléments plus spécifiques, on constate que le vieillissement de la population occupe une plus grande importance dans le Canada atlantique, au Québec et en Alberta. Posséder une maison est une préoccupation dont l'importance est la plus haute en Colombie-Britannique. La protection de l'environnement est le plus souvent identifiée par les Québécois alors que les Ontariens sont un peu plus enclins à favoriser la question des opportunités d'emploi que les résidents des autres provinces.

CONCLUSION

Albert Einstein a déjà dit qu'il fallait penser à l'avenir puisqu'il arrivait bientôt. En effet, les résultats de notre sondage suggèrent que lorsque l'on pense aux enjeux du futur, la tendance naturelle est de transférer les préoccupations actuelles vers l'avenir sans tenir compte des changements qui pourraient survenir et chambouler l'ordre des priorités.

LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION ET LES CHANGEMENTS GÉNÉRATIONNELS : LE CANADA EN 2067

MONICA BOYD

Démographe et sociologue de formation, Dr Boyd étudie l'évolution de la famille, l'inégalité entre les sexes, les migrations internationales (avec un intérêt pour les politiques, l'intégration des immigrants et les femmes immigrantes) et la stratification ethnique.

Si les Pères de la Confédération réapparaissaient en 2067, ils seraient stupéfaits de la transformation démographique du Canada. En effet, de nombreuses caractéristiques démographiques existant en 1867 ont maintenant disparu. Ce court article souligne deux de ces changements : la transition du Canada entre un pays de jeunes gens et un pays de personnes âgées et l'existence de groupes se distinguant par le moment de leur naissance, en particulier la génération des baby-boomers et des milléniaux.

UNE POPULATION BEAUCOUP PLUS ÂGÉE EN 2067

La composition par âge d'un pays est importante pour les économistes, les sociologues et les démographes. Les économistes voient la productivité et la consommation d'une nation comme reflétant les activités d'une population sur le marché du travail et définissent généralement le noyau de la population

active comme étant la tranche d'âge de 15 à 64 ans. La productivité de ce groupe sous-tend les services et les avantages offerts aux personnes âgées de moins de 15 ans et de plus de 65 ans. Les sociologues conviennent également que les activités du marché du travail sont importantes parce que certains postes, par exemple un juge de la Cour suprême, symbolisent le statut et façonnent les relations sociales. Les activités du marché du travail génèrent également des revenus qui, dans une société monétarisée, peuvent être utilisés pour acheter des produits et services (alimentation, logement, santé et éducation) qui améliorent le bien-être. Pour les experts en population, la composition par âge ou la répartition par âge est importante car les comportements démographiques comme avoir des enfants ou migrer (et mourir) varient avec l'âge et parce que les groupes de personnes nées pendant des années spécifiques forment des cohortes de naissances qui vieillissent et provoquent des changements ulté-

rieurs dans les profils d'âge d'une société.

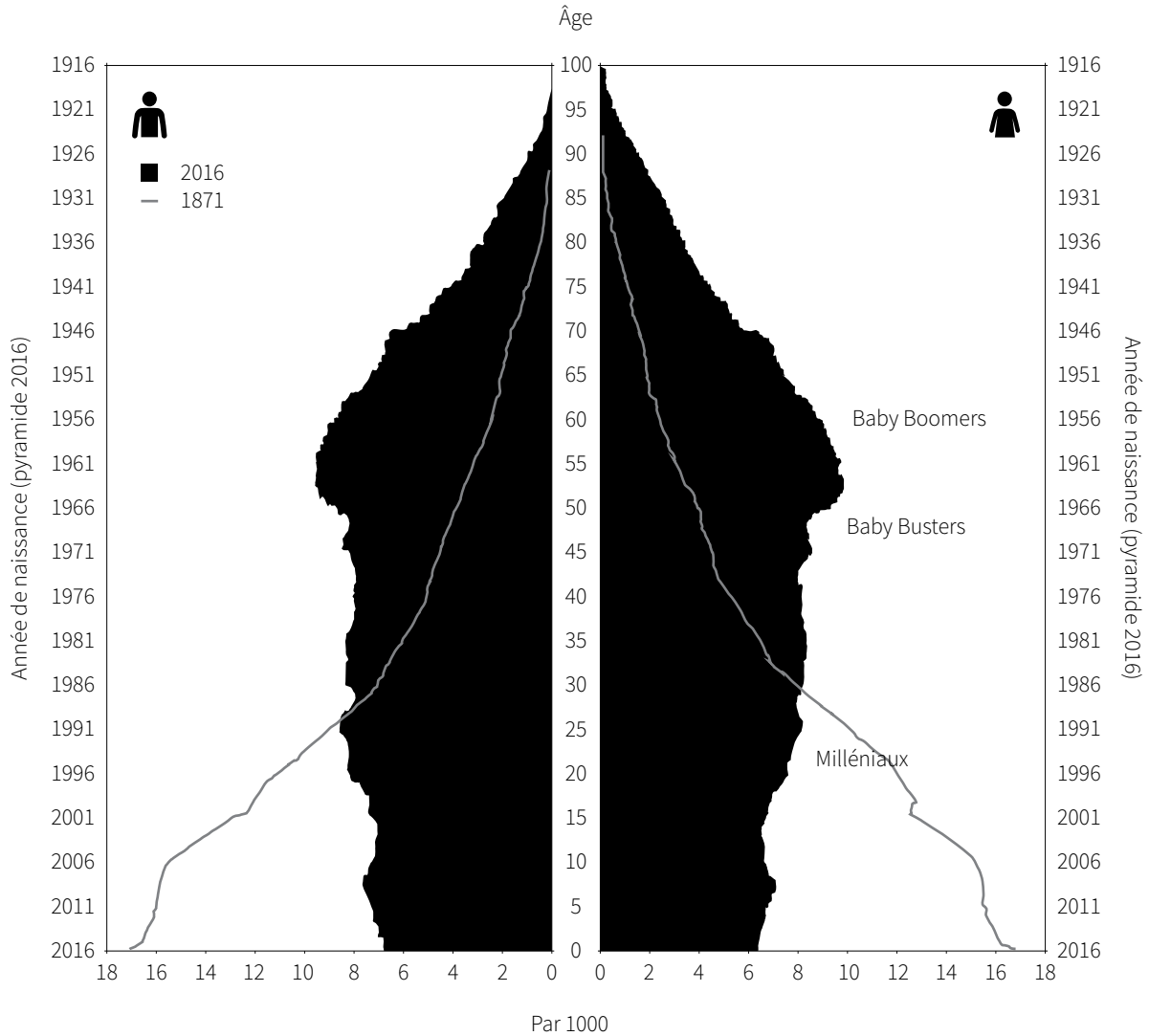
L'information sur les âges d'une population se combine avec le nombre d'hommes et de femmes pour produire une pyramide âge-sexe qui illustre l'altération dramatique de la composition par âge du Canada depuis l'époque de la Confédération (figure 1). La colonne du milieu indique l'âge de la population et les barres latérales indiquent l'année de naissance, selon le recensement de la population de 2016. La ligne rouge illustre la pyramide âge-sexe par âge de la population de 1871. La ligne rouge indique que durant la période autour de la Confédération, la plupart des Canadiens étaient jeunes. En effet, selon les données de Statistique Canada utilisées pour la figure 1, sept Canadiens sur dix étaient âgés de moins de trente ans et 42% étaient âgés de moins de 15 ans. Cette pyramide âge-sexe en forme de triangle se retrouve dans les sociétés où les taux de fécondité sont très élevés, ce qui était le cas au Canada lors de la Confédération, étant donné que les femmes avaient en moyenne près de sept enfants autour de 1871 (Henripin, 1972). La fécondité, et non l'immigration, a été le principal moteur de la croissance de la population canadienne entre 1861 et 1901. Bien que les immigrants représentaient et représentent toujours des ajouts importants à la population, au tissu social et aux forces économiques du Canada, pendant cette période de quarante ans on compte plus de personnes ayant quitté le Canada que s'y ayant établi (Chagnon et Martel, 2012, figure 1).

En 2067, les Pères de la Confédération découvriront un monde très différent dans lequel les adultes, et non les enfants, sont le groupe d'âge dominant. La pyramide âge-sexe pour 2016 ressemble à une ruche, ou à une meule de foin

traditionnelle. La forme reflète le déclin des taux de fécondité au cours des années 1900, mais surtout à partir des années 1970 lorsque sont aussi pris en compte les taux de mortalité plus faibles. Aujourd'hui, parce que la fécondité est si faible, le fait d'avoir des enfants ne représente pas un nombre assez important pour modifier la base de la pyramide des âges. La distribution par âge s'éloigne donc d'une forme illustrant une grande concentration de jeunes. En 2016, un peu plus d'un Canadien sur trois (35%) est âgé de moins de trente ans ou, inversement, près des deux tiers des Canadiens sont âgés de 30 ans et plus. Alors que les jeunes enfants dominaient la population du Canada à l'époque de la Confédération, aujourd'hui ce sont les adultes matures ou plus âgés. On peut voir ce « vieillissement de la population canadienne » en comparant les deux pyramides âge-sexe de la figure 1, mais il ressort également des pourcentages de personnes âgées de 65 ans et plus (figure 2). Au recensement de 1871, moins de 5% des Canadiens étaient âgés de 65 ans ou plus alors qu'en 2016, le pourcentage était de 16,9%. Fait significatif, les personnes âgées de 85 ans et plus comptent parmi les groupes d'âge affichant la croissance la plus rapide tout au long du 20^e siècle, ce qui reflète une plus grande espérance de vie tributaire de meilleurs services en assainissement, en santé publique, en soins médicaux et en alimentation (Statistique Canada, 2017a).

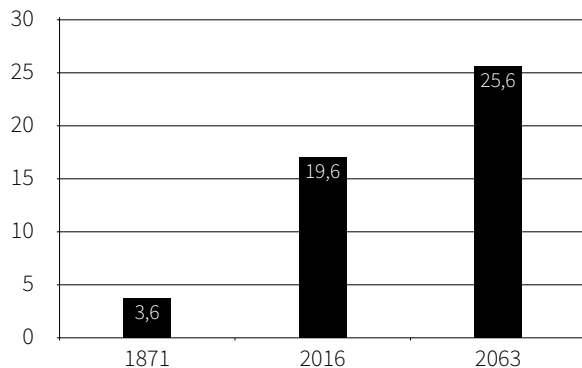
Ces caractéristiques d'une population vieillissante continueront de s'appliquer jusqu'en 2067 et bien au-delà. Cet héritage du profil d'âge actuel existe parce que ceux qui vieilliront et deviendront plus âgés sont déjà nés. Selon les experts, d'ici 2063 (à peine cinq ans avant le bicentenaire), environ le quart des Canadiens, soit entre 24 et 28%, sera âgé de 65 ans et plus et environ un Canadien sur dix

FIGURE 1
PYRAMIDE DE LA POPULATION SELON L'ÂGE ET LE SEXE, CANADA, 1871 ET 2016.



SOURCE : STATISTIQUE CANADA 2017B.

FIGURE 2
POURCENTAGE DE LA POPULATION CANADIENNE
ÂGE DE 65 ANS ET PLUS, 1871, 2016 ET 2063



SOURCE : BOHNERT, CHAGNON ET DION 2015, SCÉNARIO DE PROJECTION MOYENNE POUR 2063 ET DONNÉES POUR 1871 ET 2016 DANS LA FIGURE 1 FOURNIES À L'AUTEUR PAR LA DIVISION DE LA DÉMOGRAPHIE DE STATISTIQUE CANADA.

sera âgé de 80 ans et plus (Bohnert, Chagnon et Dion 2015, tableau 2,4).

LA GÉNÉRATION DE GÉNÉRATIONS ET LES MILLÉNAUX EN 2067

Les naissances, les décès et la migration sont considérés comme les déterminants de la croissance démographique et de la composition par âge et sexe, mais ces facteurs ne sont pas constants. Les niveaux peuvent changer de façon régulière ou irrégulière ; une dérive vers le bas à un moment peut être contrée par une tendance à la hausse à un autre moment. Ces trajectoires « cahoteuses » expliquent très bien ce qui s'est passé au Canada, particulièrement en ce qui concerne les taux de fécondité. Par conséquent, la figure 1 met en évidence plusieurs

cohortes ou groupes de personnes qui sont nées à peu près au même moment ou au cours d'une période donnée. Plus tôt au 20^{ème} siècle, les niveaux de fertilité étaient en baisse. Mais la « génération du baby-boom » est née entre 1946 et 1964 du fait d'une fécondité plus élevée, puisque les familles avaient trois, quatre enfants et plus durant cette période. Cette augmentation de la fécondité reflétait en partie les naissances qui avaient été reportées durant la Grande Dépression, ainsi que la prospérité économique de l'après-guerre à une époque où la plupart des parents voulaient plus d'enfants et où le travail des femmes se concentrait à la maison et sur les besoins des enfants et du conjoint. Le plus âgé des baby-boomers, né en 1946, a eu 65 ans en 2011 et le dernier atteindra cet âge en 2029. En raison de leur importance numérique et de leur grande espérance de vie, cette cohorte dominera la population âgée de 65 ans et plus. Cependant, seuls les baby-boomers centenaires seront en vie au bicentenaire du Canada.

La cohorte qui dominera la population de 65 ans et plus en 2067 sera la génération Y. Ce terme désigne ceux qui sont nés dans les années 1980, 1990 et au début des années 2000. Les dates pour ce groupe varient selon l'étude, mais l'intention est de définir un groupe qui vit l'âge adulte au début du millénaire. Si nous définissons cette cohorte comme étant née entre 1981 et 2001, ils ont entre 15 et 35 ans en 2016 (figure 1) et ils seront âgés de 66 à 86 ans au moment du bicentenaire. C'est donc ce groupe qui façonnera ce que c'est que d'être plus âgé à cette période.

Pourquoi cet intérêt pour les milléniaux ? Contrairement aux « baby-boomers », la réponse ne réside pas tant dans la période où ils sont nés que dans la trajectoire de leurs expériences de transition vers le

statut de jeune adulte, l'implication de ces transitions pour plus tard dans la vie et le fait que le début du 21^e siècle représente à la fois un nouveau point de départ, mais aussi la poursuite et l'accélération de l'ère numérique, les changements dans la structure du travail et les défis connexes pour gagner sa vie. La recherche canadienne suggère que les membres de la génération Y présentent aujourd'hui les caractéristiques suivantes: a) ils sont mieux éduqués que les cohortes qui les ont précédés et b) la séquence des marqueurs de transition vers l'âge adulte n'est plus linéaire. Pendant une bonne partie du 19^{ème} siècle, y compris pour les baby-boomers, le scénario un peu trop généralisé dictait que l'âge adulte commençait par une série d'étapes séquentielles: terminer ses études, obtenir un emploi sûr qui comprenait idéalement un cheminement de carrière clair, quitter le domicile parental, se marier, avoir des enfants et prendre sa retraite, généralement vers l'âge de 65 ans. Aujourd'hui, une telle évolution n'est guère séquentielle. Joe Millénial (ou Joey Millénial) peut abandonner l'école, vivre avec ses parents, se marier vers l'âge de 30 ans, retourner à l'école, déménager dans son propre appartement, avoir son premier et seul enfant à 35 ans, divorcer, perdre son emploi, retourner vivre avec ses parents, retourner à l'école, et ainsi de suite. Il peut prendre sa retraite à 55 ans, réintégrer le marché du travail à l'âge de 60 ans, prendre à nouveau sa retraite et, à chaque fois, changer de statut (temps plein ou partiel), de type de travail et de revenus.

Ces multiples changements sont souvent décrits comme des retards dans la transition vers l'âge adulte, ce qui signifie que des étapes importantes comme terminer ses études, se marier, avoir des enfants, gagner sa vie et posséder une maison sont tous reportés dans le temps. La recherche confirme

en fait une augmentation du pourcentage de jeunes vivant avec leurs parents, du report du mariage et de la naissance des enfants, souvent jusqu'à la trentaine, et de la difficulté à obtenir des emplois à plein temps et gagner de l'argent (Galarneau, Morissette et Usalcas, 2013). En 1976, par exemple, l'emploi à plein temps maximal était atteint à l'âge de 25 ans, alors qu'en 2012, l'âge maximum était de 31 ans et ensuite de 42 ans. Les augmentations de salaires de 2000 ne semblent pas avoir compensé les salaires inférieurs des décennies précédentes (Galarneau, Morissette et Usalcas, 2013 et tableaux, voir aussi Morissette 2016 et Statistique Canada, 2018). Ce n'est donc pas un hasard si les groupes nés après le baby-boom, en particulier les jeunes adultes, présentent les pourcentages les plus élevés de tous les «groupes générationnels» qui sont préoccupés par les facteurs économiques (voir Jedwab dans ce volume). Leurs cheminements différés et variés jusqu'à l'âge adulte peuvent également signifier qu'ils auront accès à des pensions inférieures et auront accumulé moins d'économies en vieillissant.

À l'heure actuelle, les expériences de la cohorte de la génération Y augmentent la probabilité de trois résultats potentiels: 1) le gaspillage des cerveaux, qui survient lorsque les jeunes adultes hautement scolarisés du Canada ne travaillent pas dans des emplois correspondant à leur expertise; 2) un statut économique inférieur en termes de revenus des ménages, d'accession à la propriété et de taux de pauvreté plus élevés à l'âge mûr; 3) un statut économique inférieur dans la vieillesse. Lors du bicentenaire, les chercheurs auront déterminé si les transitions différées des milléniaux auront effectivement eu des conséquences négatives à vie. Pour l'instant, deux caractéristiques sont assurées pour le bicentenaire en 2067: un pourcentage plus élevé que jamais de

personnes âgées de 65 ans et plus et la maturation d'une cohorte de naissance unique, les milléniaux.

RÉFÉRENCES

BOHNERT, N., J. CHAGNON et P. DION. 2015. *Population Projections for Canada (2013 to 2063), Provinces and Territories (2013 to 2038)*. Catalogue No. 91-520-X. Ottawa : Statistique Canada. www.statcan.gc.ca/pub/91-520-x/91-520-x2014001-eng.htm (accès le 10 avril 2018)

CHAGNON, J. et L. MARTEL. 2012. *Population growth in Canada: From 1851 to 2061*. Catalogue No. 98-310-X2011003. Ottawa: Statistique Canada www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/as-sa/98-310-x/98-310-x2011003_1-eng.pdf (accès le 2 avril 2018).

CLARK, W. 2007. "Delayed Transitions of Young Adults." *Canadian Social Trends*, Hiver: 14–22 www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2007004/pdf/10311-eng.pdf (accès le 10 avril 2018).

GALARNEAU, D., R. MORISSETTE et J. USALCAS. 2013. What has changed for Young People in Canada? *Insights on Canadian Society*. July. www.statcan.gc.ca/pub/75-006-x/2013001/article/11847-eng.pdf (accès le 2 avril 2018).

HENRIPIN, J. 1972. *Trends and Factors of Fertility in Canada*. 1961 Monographie de recensement. Ottawa : Ministre de l'industrie et du commerce.

MORISSETTE, R. 2016. Perspectives on the Youth Labour Market in Canada. Présentation à Statistique Canada, 5 décembre. www.statcan.gc.ca/pub/11-631-x/11-631-x2016002-eng.htm (accès le 10 avril 2018).

STATISTIQUE CANADA. 2017a. *A Portrait of the Population Age 85 and Older in 2016 in Canada*. May 3. www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/98-200-x/2016004/98-200-x2016004-eng.cfm (accès le 2 avril 2018).

STATISTIQUE CANADA. 2017b. *Age and sex, and type of dwelling data: Key results from the 2016 Census*. <https://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/170503/dq170503a-eng.pdf> (accès le 2 avril 2018).

STATISTIQUE CANADA. 2018. *A Portrait of Canada's Youth*. 7 février. www.statcan.gc.ca/pub/11-631-x/11-631-x2018001-eng.htm (accès le 10 avril 2018).

LES ATTENTES DES CANADIENS À L'ÉGARD DE 2067

CHRISTIAN BOURQUE

Christian Bourque est le vice-président exécutif de Léger, la plus grande firme canadienne de sondage, de recherche et de marketing stratégique. Il compte plus de 20 ans d'expérience dans le domaine, et dirige actuellement le bureau de Léger à Montréal ainsi que son groupe des Affaires publiques canadiennes. Il siège sur le comité sur le code de conduite et des bonnes pratiques de l'Association canadienne de recherche et d'intelligence marketing et sur le conseil d'administration de l'Association canadienne pour la recherche sur l'opinion publique.

Au terme des célébrations du 150^e du Canada, comment les Canadiens d'aujourd'hui imaginent-ils le Canada à ses 200 ans? Où serons-nous? Croyons-nous qu'il y aura amélioration ou détérioration en regard à certaines préoccupations clés pour nous aujourd'hui? Les Canadiens s'attendent-ils à ce que nous soyons plus heureux, en meilleure santé, plus tolérants envers les autres? Nous avons décidé de sonder les Canadiens sur leur vision du Canada en 2067¹. Nous leur avons demandé de qualifier si

les Canadiens seraient plus/mieux ou moins/pire en lien avec un certain nombre d'éléments. Nous avons regroupé nos 19 questions en quatre thèmes: 1) valeurs politiques et sociales (●), 2) amour, vie et bonheur (●), 3) bien-être physique (●) et 4) ouverture aux autres (●).

Le tableau 1 donne un aperçu des résultats aux 19 questions. Nous examinerons ensuite les perspectives canadiennes par thème.

1 L'enquête a été menée à l'aide du sondage omnibus Léger de 1 530 Canadiens (18 ans et plus). L'enquête a été réalisée entre le 18 mars et le 24 mars et a été réalisée via le panel Internet LegerWeb. Les données ont été pondérées selon les dernières données de Statistique Canada selon l'âge, le sexe, la région et le niveau de scolarité. Le préambule aux questions était le suivant: « En répondant à la prochaine série de questions, nous vous demandons de vous projeter dans le futur et de nous donner vos impressions sur un certain nombre d'éléments. En 2067, c'est-à-dire dans cinquante ans, croyez-vous que les Canadiens seront... »

TABLEAU 1
RÉSULTATS GLOBAUX DE « OÙ SERONS-NOUS EN 2067? » (EN ORDRE DÉCROISSANT À PARTIR DE « PLUS OU MIEUX »)

	Plus/ Mieux	Moins/ Pire	Ne sait pas
Conscients de l'environnement ●	76 %	16 %	9 %
Stressés au travail ●	66 %	22 %	13 %
Informés ●	65 %	23 %	11 %
Ouverts au monde ●	62 %	24 %	14 %
Multilingues ●	61 %	27 %	12 %
Curieux ●	57 %	26 %	17 %
Conscients de l'égalité des genres ●	57 %	28 %	15 %
Fiers d'être Canadiens ●	57 %	26 %	17 %
Végétariens ●	54 %	23 %	22 %
Santé personnelle ●	52 %	36 %	11 %
En bonne forme physique ●	46 %	41 %	13 %
Tolérants ●	45 %	41 %	14 %
Accueillants envers les immigrants ●	42 %	38 %	20 %
Intéressés par la politique ●	37 %	33 %	19 %
Près de leurs familles ●	37 %	45 %	18 %
Sentiment de sécurité ●	34 %	51 %	15 %
Plus heureux ●	33 %	44 %	23 %
Riches ●	21 %	59 %	20 %
Religieux ●	13 %	72 %	15 %

AMOUR, VIE ET BONHEUR

Commençons par les mauvaises nouvelles. Les Canadiens croient qu'en 2067, les Canadiens stressés seront plus pauvres, moins heureux, moins proches de leur famille, dans un pays de plus en plus dangereux et moins religieux qu'aujourd'hui. Il convient de mentionner que la génération la plus « optimiste » du sondage est la génération des milléniaux, la seule génération sondée qui sera encore en vie en 2067. Les milléniaux les plus âgés auront 85 ans lorsque les célébrations du 200^e anniversaire du Canada auront officiellement commencé. Bien que les milléniaux soient plus optimistes, ils croient tout de même que nous serons plus pauvres, moins heureux et tout le reste ; l'écart est tout simplement plus petit. Ces données suggèrent que la confiance dans l'avenir est un problème actuel.

VALEURS POLITIQUES ET SOCIALES

À bien des égards, les Canadiens croient que nous deviendrons plus vertueux en matière d'environnement, d'égalité des sexes et de notre fierté d'être Canadiens. Une énigme intéressante : il semble que nous serons mieux informés, plus curieux en général... mais moins intéressés par la politique ! Croyons-nous que la « politique » telle que nous la connaissons sera moins présente dans nos vies ? Est-ce une projection ou un souhait ? Les Canadiens semblent se diriger vers la « fin de l'idéologie », comme si nous serons moins intéressés par la politique parce que la politique sera moins intéressante. En ce qui a trait à l'environnement, les Canadiens croient-ils que nous serons plus « verts » parce que nous le voulons, ou parce que nous y serons obligés ?

BIEN-ÊTRE PHYSIQUE

Les Canadiens estiment qu'en 2067, nous serons en pleine forme et nous mangerons mieux. En d'autres termes, nous serons malheureux et pauvres... pendant plus longtemps ! Alors que le végétarisme et le véganisme sont quelque peu à la mode en 2017, de nombreux Canadiens prolongent cette tendance dans le futur et notre sondage montre que ce sont les Canadiens de 18 à 24 ans qui mènent le bal. Comme ils seront encore en vie en 2067, et comme les membres de la génération Z approcheront de l'âge de la retraite en 2067 (si le concept de retraite existe encore), leurs enfants auront probablement grandi dans un monde où les repas familiaux ne comportent pas nécessairement une grosse pièce de viande au centre de la table.

OUVERTURE AUX AUTRES

Si on se fie à la perspective des Canadiens aujourd'hui, l'idée du « village global » très présente aujourd'hui le sera encore en 2067. Nous serons généralement plus ouverts sur le monde et de plus en plus multilingues. Les Canadiens prévoient-ils que cela sera le résultat d'une population plus diversifiée en raison de l'immigration au Canada ou simplement d'un désir partagé ou commun d'être plus ouvert ? Dans le même ordre d'idées, il est intéressant de noter que les Canadiens, dans toutes les régions, sont plutôt divisés sur le fait que le Canada sera plus (45%) ou moins (41%) tolérant et plus accueillant (42%) envers les immigrants en 2067. Notre ouverture sur le monde témoigne-t-elle de notre ouverture au monde à venir ici au Canada ? Les résultats du sondage ne nous permettent pas de répondre à cette question.

CONCLUSION

En parcourant les données, on peut constater que les Canadiens ne sont pas les êtres optimistes et joviaux que certains aiment bien mettre de l'avant. Il y a quelque chose de plutôt *orwellien* sur la manière dont nous projetons les attitudes présentes dans le futur et les éléments qui nous apparaissent comme des certitudes. L'un des éléments clés du sondage est le fossé entre notre perception que nous deviendrons plus ouverts, curieux et informés à travers l'idée du village global... et nos doutes quant à notre ouverture en matière d'immigration. Il est possible que les appréhensions des Canadiens face à l'avenir (amour, vie, bonheur) font qu'ils sont plus réceptifs à l'idée du village planétaire, mais plutôt hésitants quand il s'agit de leur village.

NOUS SOMMES EN 2067 ET LE MINISTRE CANADIEN DE LA SOLITUDE FAIT DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

JOHN MILLOY

John Milloy est professeur adjoint d'éthique publique et directeur du Centre d'éthique publique du Waterloo Lutheran Seminary, en plus d'être praticien en résidence au département de science politique à la Wilfrid Laurier University. De 2003 à 2014, il a été député provincial de Kitchener Centre, où il a géré cinq portefeuilles ministériels. Auparavant, il a travaillé sur la colline parlementaire à titre de conseiller politique de plusieurs hauts ministres et a passé cinq ans au sein de l'équipe de l'ancien premier ministre Jean Chrétien. Il a complété ses études de premier cycle à l'Université Carleton à Ottawa et a reçu une maîtrise en histoire internationale de la London School of Economics, et un doctorat en histoire moderne de la University of Oxford.

Lorsque le Canada célébrera son 200^e anniversaire en 2067, la solitude sera sans aucun doute l'un des plus grands défis de notre pays. Une variété de facteurs, de la technologie aux changements démographiques, en passant par la nature changeante du discours politique, auront créé une société dont les membres se sentiront isolés et déconnectés les uns des autres.

Les problèmes de santé qui en résultent, les coûts économiques et l'incapacité de rallier les Canadiens à des causes communes feront de l'éradication de la solitude une priorité pour les décideurs du Canada. En 2067, le problème sera si grave que le Canada aura alors un ministre de la solitude à temps plein, sans doute le plus occupé au sein du Cabinet.

Lier la solitude à un important anniversaire canadien n'est pas aussi étrange qu'il n'y paraît. Le thème d'Expo 67, la grande exposition du centenaire du Canada, était «L'homme et son monde», titre tiré du mémoire *Terres des Hommes* du célèbre penseur français Antoine de Saint Exupéry. Dans cet ouvrage, Saint Exupéry a utilisé ses expériences de pilote pour explorer la condition humaine, en particulier notre sens de la solitude, et le rôle que jouent l'amitié et la solidarité pour nous aider à surmonter ce problème.

Inspiré par ce thème, il a été décidé que l'Expo célébrerait la capacité de l'humanité à rendre le monde meilleur grâce à un sentiment croissant d'interdépendance. Comme l'expliquait la roman-

cière québécoise Gabrielle Roy, l'une des personnes chargées de développer l'idée d'Expo 67 :

« Chacun de nous reste seul, mais il n'est pas longtemps à l'abri de l'appel de son frère ou de son besoin de compagnie. Est-ce une simple coïncidence que solitaire et solidarité, les deux mots qui expriment l'essence de notre condition humaine sont semblables? »

Le message de l'Expo a reconnu les dangers pour le progrès humain créés par l'urbanisation, les nouvelles technologies, « l'accumulation fantastique du savoir » et d'autres formes de modernité. Cependant, on nous a dit qu'en travaillant ensemble, nous pourrions relever ces défis et surmonter l'obstacle de la solitude qui pouvait en découler.

Un peu plus d'un demi-siècle plus tard, une annonce en provenance de la Grande-Bretagne a semblé souligner la naïveté des visionnaires de l'Expo qui croyaient que la solitude pourrait être facilement surmontée. Au début de janvier 2018, la Première ministre britannique a annoncé la nomination d'un ministre de la solitude. Un rapport récent avait indiqué que plus de 9 millions de Britanniques adultes étaient « souvent ou toujours seuls ». Cela affecte la santé des populations, diminue la productivité en milieu de travail et érode la cohésion sociale.

La nouvelle de la nomination ministérielle a attiré l'attention internationale. Bien que l'intérêt était en partie dû à la pure nouveauté du titre, il reflétait également une préoccupation générale au sujet de l'isolement social et de la solitude. Au Canada, les experts estiment que « 1 Canadien sur 5 éprouve une forme de solitude ou d'isolement. » Les représentants de divers groupes, en particulier

les aînés, les néo-Canadiens, les personnes vivant dans la pauvreté ou les personnes handicapées, se sont manifestés pour parler des conséquences du manque d'interaction sociale sur leurs populations.

La solitude nous tue littéralement. Dans un article de la *Harvard Business Review*, l'ancien médecin en chef des États-Unis Vivek Murthy a identifié la solitude comme étant associée à « un plus grand risque de maladie cardiovasculaire, de démence, de dépression et d'anxiété », affirmant qu'elle entraînait une « réduction de la durée de vie similaire à une personne fumant 15 cigarettes par jour et supérieure à la réduction associée à l'obésité ». Murthy a souligné que la solitude entrave également la productivité au travail, les travailleurs seuls et isolés étant moins créatifs et incapables de s'engager pleinement dans une prise de décision efficace.

Et pensons à d'autres coûts, plus difficiles à mesurer. L'humanité est à son meilleur lorsque nous travaillons ensemble, chacun contribuant au bien commun. Lorsque nous permettons à une partie importante de la population de s'isoler, nous nous privons de leur énergie, de leurs idées et de leur simple participation aux efforts visant à construire un monde meilleur. La nature des défis auxquels notre pays est confronté, du changement climatique à la pauvreté, en passant par la réconciliation avec les peuples autochtones, exige que tout le monde mette la main à la pâte.

Est-ce que quelqu'un est réellement surpris par les experts qui nous disent que la situation empire? Quiconque vit une vie moderne se rend compte que nous sommes sur une trajectoire qui fera de la solitude un des plus grands défis auxquels notre nation sera confrontée lors de son 20^e anniversaire.

Les signes sont partout.

Commençons simplement par l'omniprésence du téléphone intelligent. Un dîner de famille intime, où chaque participant se concentre sur son téléphone au lieu de communiquer avec l'autre, n'est plus un simple sujet pour les caricaturistes — c'est une réalité moderne. Le téléphone a un effet particulièrement dévastateur sur les jeunes, ceux qui dirigeront le pays en 2067. Tel que le conclut Jean Twenge, professeur de psychologie à la San Diego State University dans un article sur les effets des téléphones intelligents sur la jeunesse : « le portrait des adolescents iGen qui émergent des données sont ceux d'une génération solitaire disloquée »¹.

En lien avec l'utilisation de téléphones intelligents, considérons la montée rapide des médias sociaux. Les communautés virtuelles ne semblent pas remplacer le type de connexion en personne qui est si bénéfique pour la santé et le bien-être des individus. Et ce n'est pas seulement les interactions sociales formelles qui ont disparu. Les activités en croissance comme les achats en ligne ont éliminé les contacts sociaux occasionnels importants.

De nouveaux modèles sociaux renforcent la solitude. Au fur et à mesure que les enfants grandissent et se dispersent dans des zones géographiques de plus en plus vastes, notre sentiment de connexion avec nos amis et notre famille s'affaiblit. Sur le plan de l'éducation, le dynamisme de la vie sur le campus ne semble pas combler ce vide, un récent sondage indiquant que plus des deux tiers des étudiants universitaires canadiens se disent « très seuls ».

Et qu'en est-il de l'emploi? L'idée d'un emploi permanent à vie est maintenant un lointain souvenir. Les emplois à court terme qui vous font passer d'un employeur à un autre et même d'une communauté à une autre limitent considérablement la possibilité de créer des liens d'amitié durables en milieu de travail. Le fait qu'un nombre croissant de ces emplois impliquent de travailler à la maison ne fait qu'accroître le sentiment d'isolement.

Pour l'avenir, l'automatisation croissante et la montée de l'intelligence artificielle perturberont certainement la vie de la plupart des travailleurs canadiens, ce qui rendra le statut de nombreux chômeurs permanent. Sommes-nous sur le point de créer une classe entière de Canadiens qui se sentiront inutiles et déconnectés du monde du travail? Un nouveau programme de revenu annuel garanti pourrait leur offrir un soutien financier, mais comment vont-ils remplir leurs journées? Les liens de notre société pourraient être considérablement affaiblis par le fait d'avoir des milliers de personnes assises à la maison, de plus en plus isolées.

Notre population vieillissante signifie que les dirigeants de 2067 auront à gérer un Canada beaucoup plus âgé. Comme les personnes âgées sont particulièrement vulnérables à l'isolement, ce sera aussi une nation beaucoup plus isolée. L'immigration croissante n'aidera pas sur le front de la solitude, car de nombreux nouveaux Canadiens, qui luttent pour s'intégrer dans la société, connaîtront de l'isolement eux aussi.

De quelle façon seront nous unis en 2067?

1 Traduction libre.

Au cours des cinquante prochaines années, nous serons moins susceptibles de regarder les mêmes émissions de télévision, de lire les mêmes livres ou de consommer les mêmes médias; les références culturelles communes continueront de disparaître. Les églises, les organisations sociales et les partis politiques continueront à lutter pour conserver leurs membres et de plus en plus d'entre nous « jouerons au quilles seuls », pour reprendre le titre de Robert Putnam sur les effets négatifs du manque de cohésion sociale sur la démocratie.

Nous semblons vivre une polarisation politique de plus en plus profonde chaque jour. À mesure qu'un nombre croissant de Canadiens adoptent une attitude du genre « j'ai toujours raison et l'autre a toujours tort », nous avons tendance à éviter d'interagir avec ceux qui ont des opinions différentes. Comme nous devenons plus isolés dans nos opinions, nous créons une solitude politique qui rendra extraordinairement difficiles les discussions nationales et les compromis politiques.

Dans cinquante ans, combattre la solitude ira au-delà des activités d'un ministère du gouvernement. Il est plus probable que le Canada aura un ministre responsable de la solitude, dont le rôle consistera à coordonner les activités de chaque ministère et à analyser toutes les propositions de politiques du gouvernement dans une optique de « solitude ».

Il y a une autre raison pour laquelle la tâche ne sera pas simplement confiée à un ministère. D'ici 2067, l'érosion de la confiance dans le gouvernement signifiera que les citoyens ne se tourneront plus vers les personnes au pouvoir pour des réponses. Les solutions aux problèmes les plus urgents seront développées au niveau de la base, le gouvernement

jouant le rôle de facilitateur. Le gouvernement devra travailler aux côtés de groupes qui établissent des liens entre les gens et qui renforcent l'interdépendance, tels que les groupes de bénévoles, les organisations d'affaires et communautaires et les communautés religieuses, qui travaillent tous à créer un sentiment d'appartenance.

Il y a des raisons d'être optimiste. Malgré les forces qui semblent nous déchirer, les humains aspirent à une interaction sociale et à un sentiment d'appartenance. De temps à autre, il y a des points lumineux à l'horizon des citoyens qui s'unissent presque spontanément; pensons notamment à tous ceux qui ont uni leurs forces pour accueillir les réfugiés syriens. Bien que l'exploitation de cette énergie pour bâtir un Canada moins isolé sera un défi majeur pour quiconque dirige notre pays en 2067, cela en vaudra la peine. Comme nous l'a enseigné Saint-Exupéry dans *Terre des Hommes*, « il n'y a qu'une seule véritable forme de richesse, celle du contact humain ».

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DU CANADA ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : UN AVENIR À RISQUE ?

DON KERR

Don Kerr est professeur de sociologie au King's University College de l'Université Western, à London, en Ontario. Ses intérêts dans la recherche touchent la démographie sociale, notamment l'évolution démographique (fécondité, mortalité, immigration, vieillissement, famille) et les répercussions sur la politique sociale canadienne dans des domaines comme la pauvreté, la santé, la famille, la représentation politique et l'environnement. Il est co-auteur avec Roderic Beaujot de *Population Change in Canada*, 3^e édition publiée par Oxford University Press en 2016. Cet article est extrait d'une étude plus vaste publiée récemment dans la revue *Canadian Studies in Population*.

Compte tenu du niveau élevé d'immigration, il est possible que la population du Canada augmente de 50 pourcent au cours du prochain demi-siècle, et ce en dépit d'une diminution des taux de croissance naturelle. En effet, les trois principaux partis fédéraux au Canada sont favorables à l'immigration, et des pressions politiques constantes sont appliquées pour augmenter les cibles d'immigration (Saunders, 2017). Par exemple, le gouvernement fédéral s'est engagé en 2018 à accueillir près d'un million de nouveaux arrivants au cours des trois prochaines années (Bascaramurty, 2017).

Bien que la population du Canada puisse augmenter, ce qui se passe ailleurs éclipsera clairement cette

croissance démographique. Considérons le scénario de projection des Nations Unies (2017) assumant une croissance moyenne mondiale de 2,8 milliards de personnes supplémentaires au cours des 50 prochaines années (comparé à environ 15 à 20 millions au Canada). On parlerait donc une population mondiale de près de 10,5 milliards (une hausse de 37%). Cette augmentation ne serait pas sans conséquence puisqu'elle est supérieure à la population actuelle de la Chine et de l'Inde réunies. Même dans scénario de l'ONU qui propose un taux de croissance inférieur en supposant une chute importante de la fécondité à des niveaux bien inférieurs au taux de remplacement, l'élan démographique inhérent à la structure par âge actuelle du monde assure une croissance moyenne

d'un milliard de personnes.

Pour remettre le tout en contexte, la part actuelle du Canada dans la population mondiale (ne représentant qu'environ 0,5%) ne devrait pas beaucoup changer au cours du prochain demi-siècle. Cependant, de 2 à 3 milliards de personnes supplémentaires dans le monde auront un impact important sur le Canada. Cela est particulièrement vrai compte tenu de l'importance du secteur des ressources du Canada et des efforts continus déployés pour étendre les relations commerciales traditionnelles au-delà de l'Amérique du Nord. Cette croissance aura non seulement une incidence sur la demande en ressources et en énergie, mais aussi sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre, le rythme du réchauffement planétaire et, par conséquent, la santé de l'environnement au Canada.

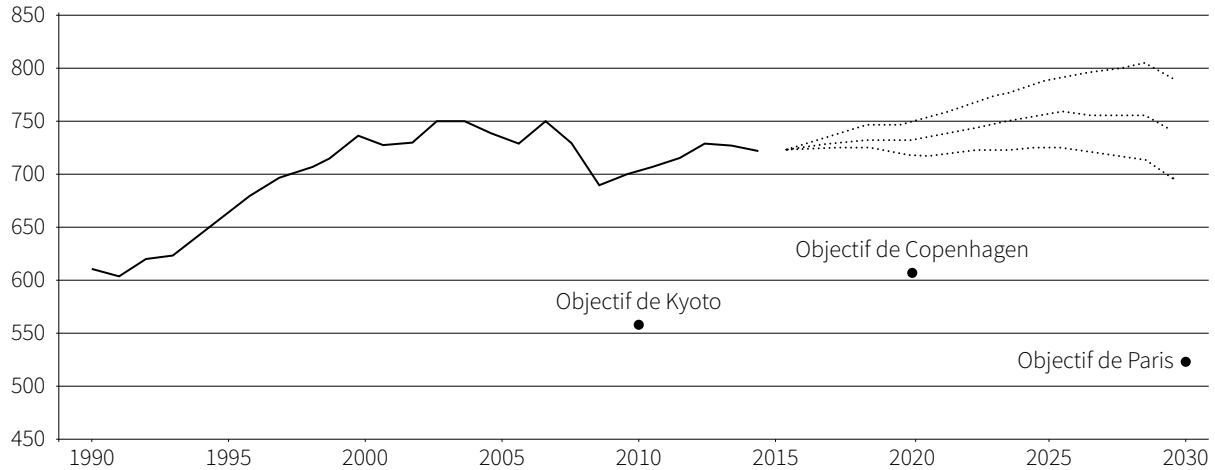
LE BILAN ENVIRONNEMENTAL DU CANADA

En termes des normes internationales, le bilan environnemental du Canada est mitigé. À titre d'indication, le Yale Centre for Environmental Law and Policy a récemment publié un classement de 180 pays selon un indice composite destiné à mesurer le «développement durable» (Hsu *et al.*, 2016). L'indice composite résume les données de 20 indicateurs de la santé publique et de l'environnement. Le Canada se classait au 25^e rang mondial, mais son classement relatif aurait pu être beaucoup plus élevé s'il n'avait pas obtenu des résultats relativement médiocres sur plusieurs des indicateurs censés mesurer les «dommages environnementaux». Par exemple, le Canada se classe actuellement au 107^e rang en ce qui a trait à l'indicateur des «émissions de CO₂ par KWH».

Environnement et Changement climatique Canada (2017a) a récemment publié des estimations et des prévisions sur les émissions de GES (figure 1), qui démontrent dans quelle mesure le Canada n'a pas respecté ses engagements antérieurs en matière d'émissions de gaz à effet de serre (Kyoto et Copenhague) et risque de ne pas remplir ses engagements internationaux futurs (Paris). Selon des données historiques et un examen de toutes les mesures prises par le gouvernement jusqu'en novembre 2016, Environnement Canada prévoit que le Canada ne remplira pas son engagement international à Paris actuel de 520 mégatonnes d'équivalent CO₂ d'ici 2030 (les émissions projetées se trouvent entre 697 et 790 mégatonnes dans le cadre de la politique actuelle/des règlements proposés).

Ces projections sont très incertaines. Par exemple, il est impossible de prédire avec précision les initiatives ou les règlements futurs de tous les ordres de gouvernement, tout comme il est impossible de prévoir la croissance future de la demande de produits canadiens (incluant l'énergie). Pourtant, dans un ensemble indépendant de prévisions, l'International Energy Association (2017) a prédit qu'au «niveau mondial», la demande de pétrole devrait continuer à croître au moins jusqu'en 2040. Cette croissance sera due en grande partie à la forte croissance de la population et donc à la demande mondiale subséquente, ainsi qu'au manque de solutions de rechange au pétrole dans les secteurs de la pétrochimie, du transport routier et de l'aviation. Dans ce contexte, il est raisonnable d'anticiper une demande croissante pour les exportations canadiennes, et en particulier une demande pour les ressources énergétiques du Canada.

FIGURE 1
ESTIMATIONS HISTORIQUES 1990-2015¹ ET PROJECTIONS DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE
2016-2030, MÉGATONNES D'ÉQUIVALENT CO₂, CANADA



SOURCE : ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE CANADA, 2017A

¹ Ces estimations n'incluent pas les émissions provenant de la combustion finale des combustibles fossiles canadiens exportés

Bien que les émissions de gaz à effet de serre du Canada se soient quelque peu stabilisées (accusant une très légère diminution depuis 2005), les émissions mondiales ont continué de grimper rapidement, soit d'environ 20% au cours de la même période (Environnement et Changement climatique Canada, 2017b). En raison de l'intensité énergétique de son économie et de sa dépendance continue aux combustibles fossiles, le Canada n'a pas réussi à réduire son empreinte carbone. Pourtant, bien que le gouvernement canadien documente les émissions de GES résultant de la combustion de combustibles fossiles à l'intérieur du Canada, il n'est pas obligé d'inclure dans ses rapports officiels les émissions résultant de la combustion des carburants exportés. Par conséquent, il y a peu de sensibilisation au

Canada quant à l'ampleur de ces émissions qui, en réalité, représentent une importante sortie de carbone contribuant au réchauffement de la planète. Fait remarquable, le vérificateur général du Canada (2017) a récemment estimé que les émissions associées à la combustion de combustibles fossiles exportés par le Canada sont presque équivalentes au total indiqué ci-dessus, soit environ 720 mégatonnes d'équivalent CO₂ en 2015.

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE DU CANADA

L'effet net sur le réchauffement planétaire est en grande partie le même, peu importe où la combustion finale des combustibles fossiles se produit. Au cours des 69 dernières années d'enregistrement

minutieux des données au Canada, Environnement et Changement climatique Canada (2017b) a enregistré une tendance linéaire au réchauffement pour l'ensemble du pays indiquant une augmentation d'environ 1,5 degré Celsius pendant l'été et de 3,3 degrés Celsius pendant les mois d'hiver (figure 2). En travaillant avec des moyennes annuelles plutôt qu'avec les changements saisonniers mentionnés ci-dessus, le taux de réchauffement du Canada a été environ deux fois supérieur à la moyenne mondiale (Environnement Canada, 2012). Bien que le Canada produise plus que sa part des émissions de GES, il a aussi connu un réchauffement plus important de son climat — une inférence qui est vraie dans plusieurs régions de haute latitude. Cela a entraîné de nombreux changements profonds dans le Nord, incluant la fonte des glaciers et de la glace de mer, un ramollissement d'une grande partie de la toundra nordique et un impact réel sur la santé de la forêt boréale.

En revanche, les régions les plus méridionales et les plus densément peuplées du pays ont connu un réchauffement beaucoup plus faible, en particulier pendant les mois d'été, indépendamment des perceptions du public. Au cours des prochaines décennies, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit que ce réchauffement aux effets environnementaux et sociaux incertains se fera sentir de plus en plus dans les régions les plus méridionales du Canada (Romero-Lankao *et al.*, 2014). Alors qu'Environnement et Changement climatique Canada a récemment documenté que 2016 était sa quatrième année la plus chaude jamais enregistrée (la plus chaude étant 2010), les températures sont demeurées près de la moyenne dans une grande partie du sud du Canada. Alors qu'en 2016, la moyenne nationale était supérieure

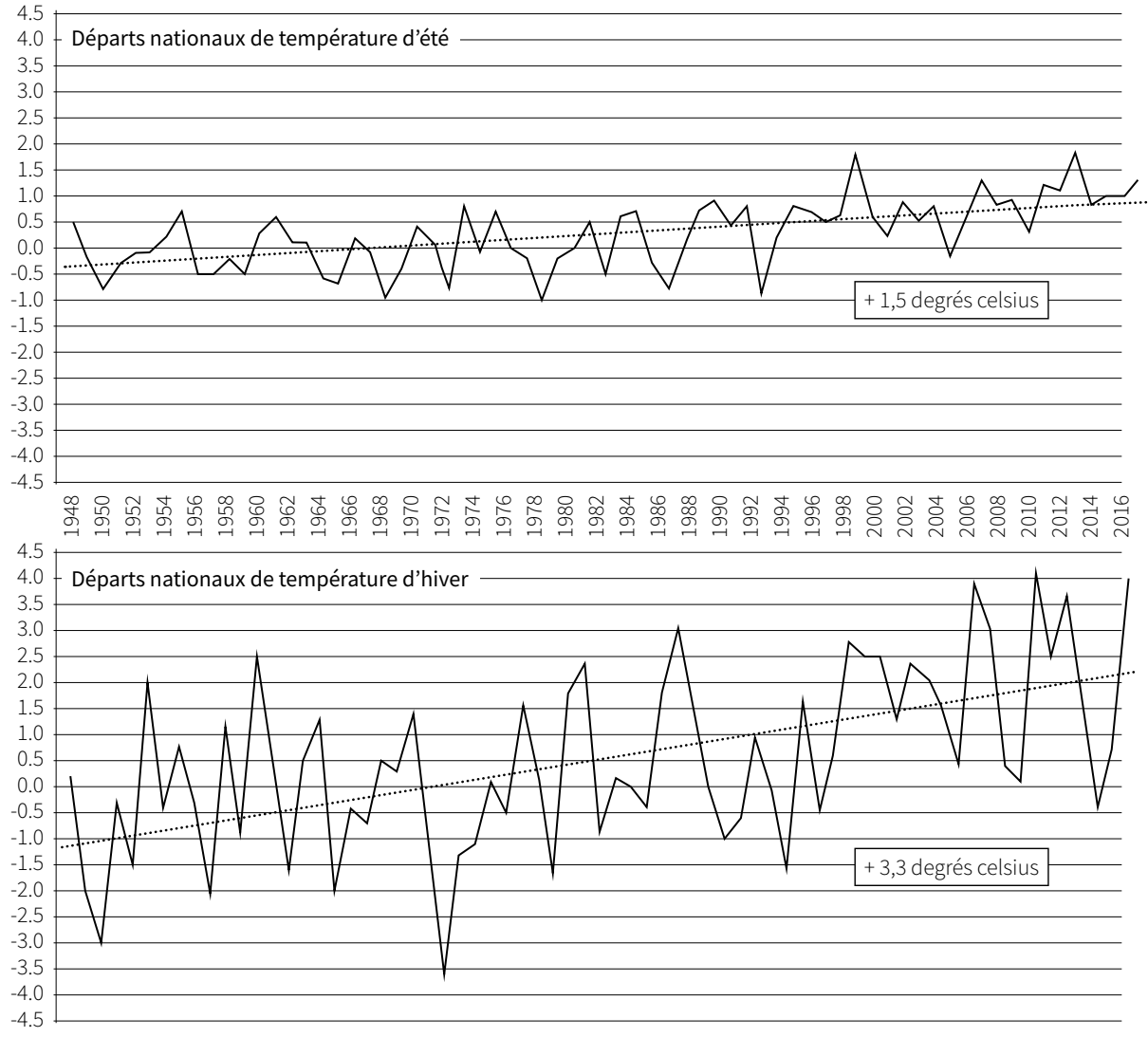
de 2,1 degrés Celsius à la moyenne de référence d'Environnement Canada, les températures étaient de l'ordre de 3 à 4 degrés au-dessus de cette même référence dans la majeure partie du Nunavut et de l'est de l'Arctique. En hiver, le Yukon a enregistré son hiver le plus chaud (6,8 degrés au-dessus de la moyenne), avec des anomalies comparables dans les Territoires du Nord-Ouest et les forêts septentrionales de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba (5,1 degrés).

UN AVENIR À HAUT RISQUE

Le GIEC a établi avec quasi-certitude l'association entre l'augmentation des émissions de GES et le réchauffement de la planète. La figure 3 présente un résumé des dernières prévisions du GIEC (2014) en termes de l'augmentation des températures moyennes à la surface de la planète au cours du prochain siècle. Toutes les prévisions assument un réchauffement climatique, mais l'éventail des résultats futurs est extrêmement large. Quatre scénarios ou trajectoires de concentration représentatives (TCR), développés par le GIEC, sont proposés pour représenter quatre futurs climatiques possibles. TCR2,6 suppose que les émissions mondiales de GES culmineront au cours de la décennie actuelle (2010-2020), pour ensuite diminuer sensiblement. Les émissions de TCR4,5 atteignent un pic autour de 2040, puis diminuent, tandis que les émissions de TCR6,5 atteignent un pic en 2080 puis diminuent. TCR8,5 est le plus pessimiste de tous les scénarios en supposant une croissance soutenue des émissions tout au long du 20^{ème} siècle.

Chacun de ces scénarios implique des prévisions sur la croissance démographique future, laquelle est à son tour considérée comme un élément fon-

FIGURE 2
DÉPARTS NATIONAUX DE TEMPÉRATURE (CELSIUS) ET TENDANCE À LONG TERME, CANADA, 1948-2016

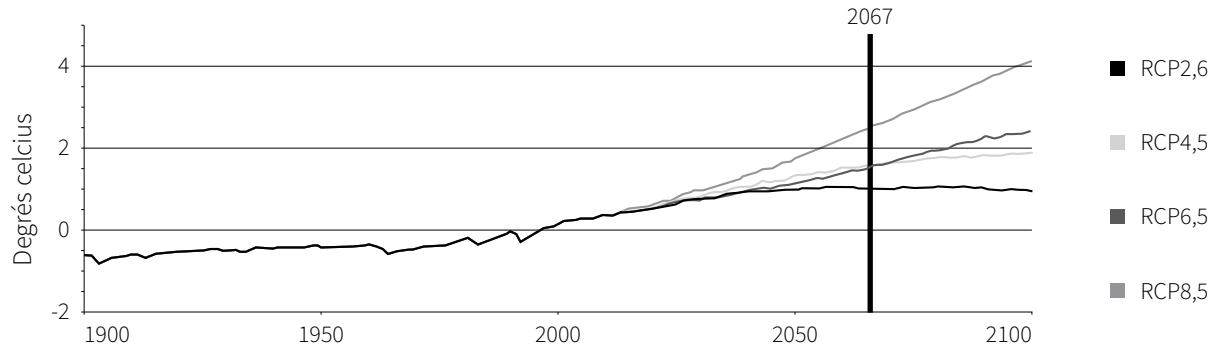


SOURCE : ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE CANADA, 2017B

damental pour la prévision des émissions. Par exemple, la prévision la plus pessimiste (TCR8,5) suppose une croissance démographique soutenue tout au long du siècle actuel alors que la plus encourageante (TCR2,5) suppose une lente stabilisation de la croissance au milieu du siècle (van Vuuren *et al.*, 2011). Dans la prévision la plus optimiste du GIEC (TCR2,6), l'hypothèse sous-jacente

sur la population est légèrement supérieure à la variante inférieure identifiée par l'ONU, soit une population mondiale d'environ 9 milliards d'ici 2067. La prévision la plus pessimiste du GIEC (TCR8,5) est légèrement supérieure à la variante moyenne identifiée par l'ONU, soit une population mondiale d'environ 10,6 milliards d'ici 2067 (van Vuuren *et al.*, 2011).

FIGURE 3
CHANGEMENT MOYEN DE TEMPÉRATURE DE SURFACE PRÉVU (PAR RAPPORT À 1986-2005), GIEC 2014



SOURCE : CINQUIÈME RAPPORT D'ÉVALUATION DU GIEC, 2014

Avec ce large éventail de futures «trajectoires de concentration», le seul scénario qui demeure sécuritaire sans l'atteinte de l'objectif fixé à Paris est TCR2,6, avec un réchauffement de moins de 2 degrés par rapport à la moyenne historique à plus long terme. Ce dernier scénario n'est pas réaliste car il implique une atténuation très stricte en termes de réduction des émissions de GES (c'est-à-dire, le monde entier doit respecter ses engagements pris à Paris) et un ralentissement plutôt spectaculaire du taux de croissance démographique mondiale (le

taux de fécondité tomberait en deçà du taux de remplacement en quelques décennies). De plus, avec chaque TCR, le GIEC a appliqué un grand éventail de modèles climatiques qui mènent à un large éventail de prévisions associées à chacun d'eux (ceci est pris en compte par l'incertitude associée à chaque TCR telle que représentée par les barres se trouvant à la gauche de la figure 3).

Cette incertitude est liée aux complexités de la modélisation du climat au-delà des incertitudes

quant à la prévision des niveaux futurs de population et de GES. Pourtant, au sein de cet éventail de prévisions, il y a le risque que la température mondiale dépasse les deux degrés de réchauffement par rapport aux niveaux préindustriels d'ici l'année bicentenaire du Canada en 2067. Et rappelez-vous que le réchauffement sera beaucoup plus rapide dans les latitudes septentrionales ; c'est-à-dire que les prévisions identifiées dans la figure 3 seront amplifiées par un réchauffement beaucoup plus important pour des pays comme le Canada. L'incertitude dans ces prévisions demeure élevée, tout comme les risques potentiels associés à certains des scénarios les plus défavorables.

CONCLUSION

Le GIEC considère la démographie comme un élément fondamental pour ses prévisions sur les émissions de GES, une croissance démographique plus importante impliquant en effet des émissions plus élevées. Cette recherche scientifique commence par ce qui est facilement vérifiable : la taille de la population peut être considérée comme un multiplicateur fondamental dans l'estimation de l'impact environnemental. Le consensus issu du GIEC est que la croissance de la population à l'échelle mondiale est évidemment d'une importance majeure tant pour l'utilisation future des ressources que pour les émissions futures de GES. Dans ce contexte, même si le Canada traverse rapidement sa transition énergétique et connaît une croissance démographique plus modérée que prévu ou même approche de la stabilité démographique, ce qui se passe ailleurs aura des conséquences majeures pour les Canadiens à l'approche de leur bicentenaire.

RÉFÉRENCES

AUDITEUR GÉNÉRAL DU CANADA, 2017. Quantification of Canada's total carbon dioxide emissions from exported fossil fuels. Bureau de l'auditeur général du Canada

BASCARAMURTY, D. 2017. Canada aims for immigration boost to buttress economy as population ages. *Globe and Mail*, 1^{er} novembre 2017.

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE CANADA, 2017a. Canadian Environmental Sustainability Indicators: Progress Towards Canada's Greenhouse Gas Emissions Reduction Target. Gouvernement du Canada: Ottawa.

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE CANADA. 2017b. Climate Trends and Variations: Bulletin d'été; Bulletin d'hiver. Gouvernement du Canada. Ottawa.

HSU, A. *et al.* (2016). 2016 Environmental Performance Index. New Haven, CT: Yale University. Disponible : www.epi.yale.edu

IPCC, 2014. Fifth Assessment Report, International Panel on Climate Change. Kirtman, B., S.B. Power, J.A. Adedoyin, G.J. Boer, R. Bojariu, I. Camilloni, F.J. Doblas-Reyes, A.M. Fiore, M. Kimoto, G.A. Meehl, M. Prather, A. Sarr, C. Schär, R. Sutton, G.J. van Oldenborgh, G. Vecchi et H.J. Wang. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, NY, USA.

INTERNATIONAL ENERGY ASSOCIATION (2017) World Energy Outlook 2017. International Energy Association. Paris: Cedex.

ROMERO-LANKAO, P., J.B. SMITH, D.J. DAVIDSON, N.S. DIFFENBAUGH, P.L. KINNEY, P. KIRSHEN, P. KOVACS, et L. VILLERS RUIZ, 2014: North America. Dans: *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part B: Regional Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, NY, USA, pp. 1439-1498.

SAUNDERS, D. 2017. Maximum Canada, Why 35 million Canadians are not enough. Penguin, Random House: Toronto.

NATION UNIES. 2017. World Population Prospects: 2017 Revision. Department of Economic and Social Affairs, Population Division. New York: NY.

VAN VUUREN. D., J. EDMONDS, M. KAINUMA, K. RIAHI, A. THOMSON, K. HIBBARD, G. HURTT, T. KRAM, V. KREY, J-F. LAMARQUE, T. MASUI, M. MEINSHAUSEN, N. NAKICENOVI, S. SMITH et S. ROSE. 2011. The Representative Concentration Pathways: an Overview. *Climatic Change* 109.